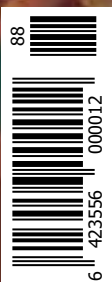


REGARD

regard.ro

Regard 88
15 octobre - 15 décembre 2019
15 octombrie - 15 decembrie 2019
25 lei



ANVELOPELE MICHELIN, PERFORMANȚA CARE DUREAZĂ!

MICHELIN CrossClimate⁺

CONDITII DE IARNĂ OCAZIONALE

 (a)	 (b)	 (c) (d)
B-C	B	68 to 69 dB

MICHELIN ALPIN⁶

CONDIȚII DE IARNĂ FRECVENTE

 (a)	 (b)	 (c) (d)
C*	B	69 dB

Cu anvelopele MICHELIN CrossClimate+, MICHELIN CrossClimate SUV și MICHELIN Alpin 6 ești în siguranță la drum, indiferent de condițiile de iarnă întâmpinate.



Données techniques sur le format et le papier de la revue *Regard*:
Dimensions : 31,7 cm x 38 cm
(format unique sur le marché roumain)
Grammage du papier (couche double mat) :
intérieur 115g/m² - couverture 250g/m²

Datele tehnice ale revistei Regard despre format și hârtia folosită:
Dimensiuni: 31,7 cm x 38 cm
(format unic în piața românească)
Hârtie (două cretă+ mată):
interior 115g/m² - coperta 250g/m²



Dessin de couverture / Desen copertă: Georgian Constantin

« C'est une absolue perfection,
et comme divine, de savoir jouir
loyalement de son être. »

„E o perfecțiune absolută, aproape divină,
să știi să te bucuri cinstit de ființa ta.”

Michel de Montaigne (1533 – 1592)
Essais, Livre III, chapitre 13 / *Eseuri*, Vol. III, cap. 13

Dans l'urgence

În urgență

Texte / Text: Mihaela Rodina, Mihai Barbu

Photos / Foto: Mihai Barbu

Raconter le quotidien des gens qui travaillent pour le Smurd, le service roumain des urgences, voici l'angle que nous avons choisi pour ce nouveau grand reportage photographique de la revue *Regard*.

Une immersion exclusive dans un milieu très sensible qui n'aurait pu voir le jour sans le soutien du ministère roumain de l'Intérieur et de son secrétaire d'État, le docteur Raed Arafat. Merci de nous avoir ouvert les portes de l'Unité des urgences de l'hôpital clinique de Târgu Mureș – là où le service des urgences est né il y a près de trente ans.

Et un grand merci aussi à l'ensemble du personnel de cette unité pour son amabilité, son courage et sa générosité.

Laurent Couderc, rédacteur en chef

Viața de zi cu zi a femeilor și bărbaților care lucrează la SMURD, serviciul român de urgențe – iată perspectiva în care am ales să tratăm subiectul noului mare reportaj fotografic al revistei Regard.

O incursiune în exclusivitate în acest mediu foarte sensibil, care nu s-ar fi putut realiza fără sprijinul Ministerului român de Interne și al doctorului Raed Arafat, secretar de stat în cadrul acestei instituții. Vă mulțumim că ați acceptat prezența noastră în cadrul Unității de Primiri Urgențe a Spitalului Clinic Județean din Târgu Mureș – unde serviciul de urgențe a fost creat, acum aproape treizeci de ani.

Adresăm toate mulțumirile noastre și întregii echipe a acestui serviciu, pentru amabilitatea, curajul și generozitatea sa.

Laurent Couderc, redactor șef



Un hélicoptère du Smurd amène un patient à l'Unité des urgences de l'hôpital clinique de Târgu Mureș. Le Smurd dispose de neuf hélicoptères sur l'ensemble du pays.

Elicopterul Smurd aduce un pacient la Unitatea de Primiri Urgențe a Spitalului Clinic Județean din Târgu Mureș. În România, există în total nouă elicoptere Smurd.





Premiers soins apportés à ce patient
déposé par hélicoptère.

*Pacientului adus cu elicopterul
i se acordă primul ajutor.*

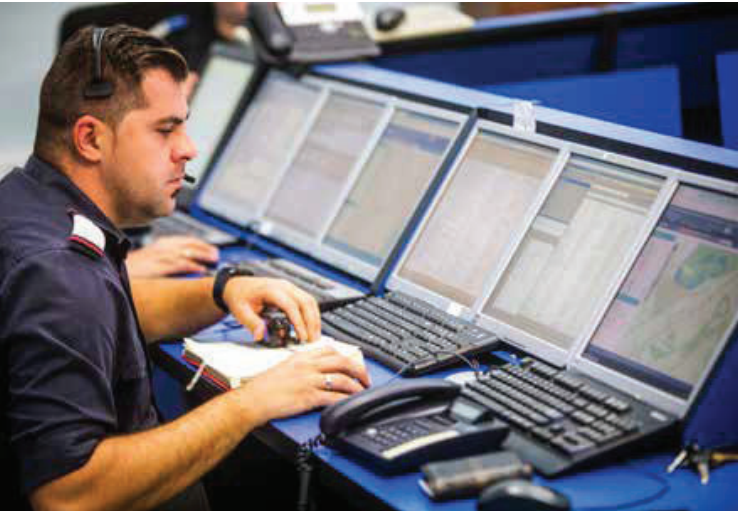
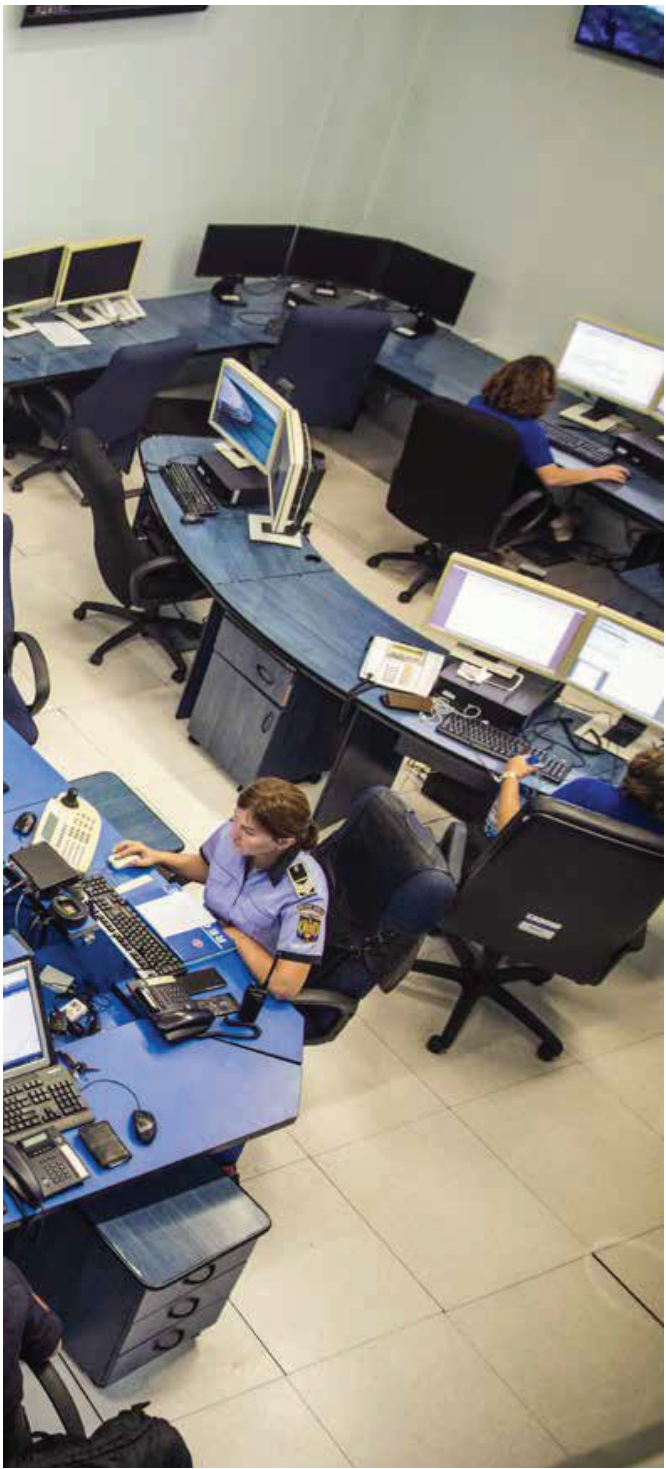
Appareil IRM (imagerie à résonance magnétique) du service de radiologie.

Computer tomograf în
Compartimentul de radiologie.



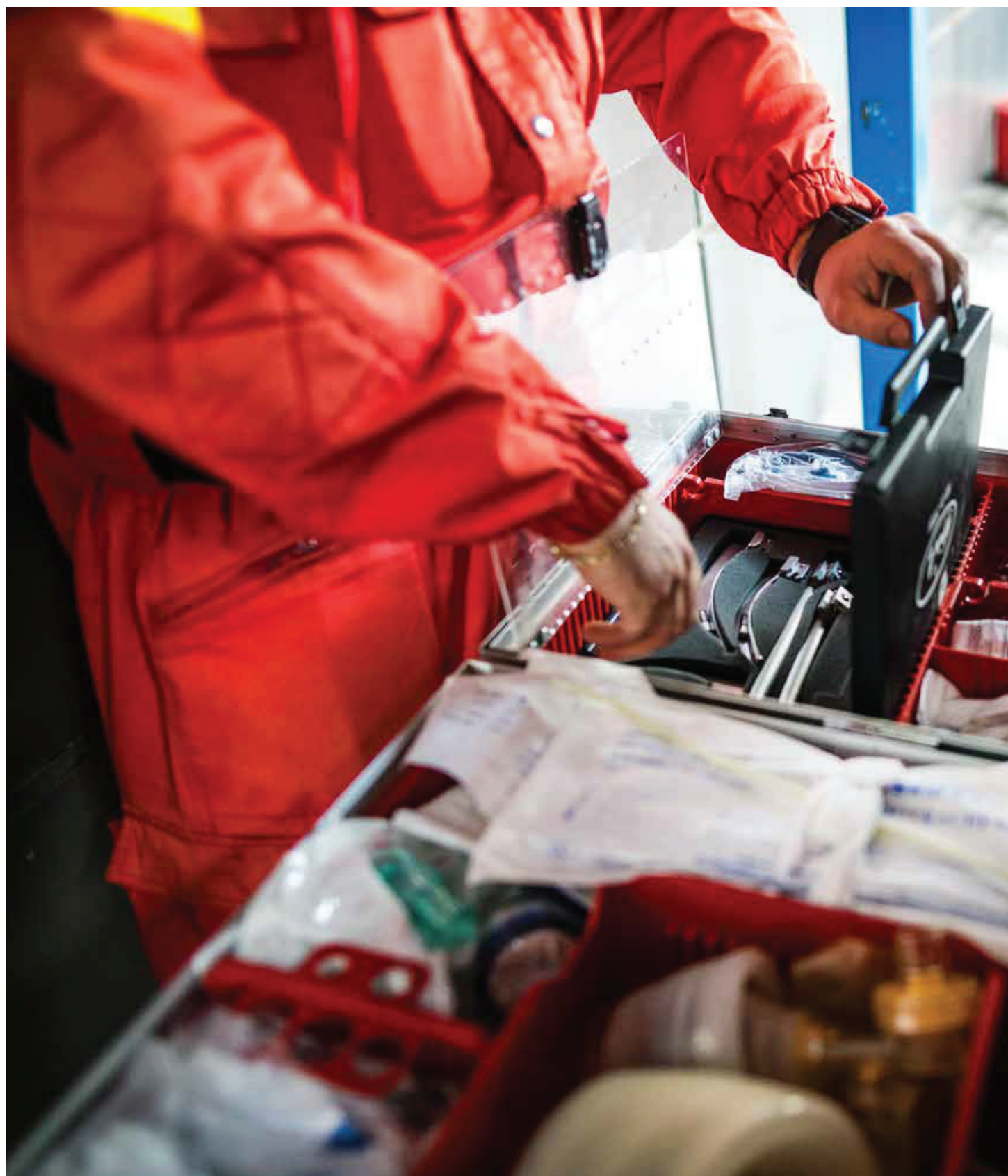


Nettoyage et désinfection des équipements suite à une intervention.
Lucrătorii Smurd curăță și dezinfectează echipamentul după o intervenție.



Salle où sont reçus les appels du 112 et d'où l'on gère les déplacements des unités d'intervention.

Locul în care se primesc apelurile de urgență 112 și de unde sunt repartizate unitățile care se deplasează la intervenție.



Divers équipements à l'intérieur
de la voiture du médecin urgentiste.

Echipamentul aflat pe mașina
de intervenție a medicului de urgență.

Sirènes hurlantes retentissant à travers la ville, ronronnement d'un hélicoptère médicalisé, ambulanciers en blousons orange s'affairant sur les lieux d'un accident : quasiment chaque Roumain a sa propre histoire à raconter sur le SMURD, ce service qui depuis bientôt 30 ans s'attèle à sauver des vies.

C'est en septembre 1990 que le médecin anesthésiste Raed Arafat pose la première pierre de ce réseau aujourd'hui incontournable : né à Târgu Mureș, le SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) compte au tout début sur des volontaires et sur un seul véhicule – la voiture personnelle de son fondateur – équipé pour intervenir rapidement sur des urgences, mais pas pour transporter les victimes.

Peu à peu, grâce notamment à la collaboration de plusieurs pays occidentaux, le SMUR s'enrichit avec des ambulances modernes, tout en s'attachant à former des urgentistes. En 1993, le service d'urgence d'Édimbourg et les pompiers de Glasgow aident le SMUR à mettre en place sa première équipe de désincarcération des véhicules accidentés, ce qui lui permet de rajouter un D, pour « Désincarcération », à son appellation. Le modèle de premier secours fourni par les spécialistes de Târgu Mureș fut ensuite adopté par d'autres villes, d'abord Oradea et Sibiu, avant de s'étendre à l'ensemble du pays à partir de 2007.

En 1998, le SMURD de Târgu Mureș se dote d'une embarcation destinée à secourir des victimes de noyade. Un an plus tard, il connaît une véritable révolution, avec la réception d'un hélicoptère de type Alouette III. Et en 2001, le premier service intégré – pompiers, police, ambulance et SMURD – voit le jour dans cette ville de Transylvanie.

Aujourd'hui, ce service dont la devise est « Qui sauve une vie sauve un monde » compte environ 35 ambulances de thérapie intensive et 300 ambulances simples, neuf hélicoptères et deux avions médicalisés, et emploie environ 2000 médecins et infirmiers, ainsi que 3500 pompiers. L'un des deux avions a pu être acheté grâce aux dons des Roumains, gérés par la « Fondation pour le SMURD » créée en 2006. Forte du soutien de près de 300 volontaires à travers le pays, cette fondation a reçu 4,3 millions de lei de dons – plus de 900 000 euros – en 2018, en hausse de 20% par rapport à 2017, preuve de la confiance dont le réseau jouit dans le pays.

En 2018, les équipes du SMURD sont intervenues dans plus de 359 000 cas – urgences médicales et désincarcérations –, contre

345 000 l'année précédente, soit 985 par jour, et ont prodigué des soins à 335 000 adultes et 32 000 enfants, un chiffre en hausse d'environ 4% par rapport à 2017 *. Les pompiers ont pour leur part éteint près de 29 000 incendies.

Le SMURD entend également faire profiter la République de Moldavie voisine de son expérience, en ce qui concerne entre autres les missions de sauvetage par avion. Le service d'urgence n'a toutefois pas été épargné par les controverses, liées surtout à des temps de réponse parfois trop longs ou à des acquisitions publiques contestées. « L'affaire Caracal » – l'enlèvement et le meurtre de deux adolescentes – a également mis en lumière la nécessité d'une meilleure coordination entre les différents départements, pour qu'une personne appelant le numéro d'urgence 112 – comme l'a fait, en vain, l'une des deux victimes – puisse être secourue le plus rapidement possible.

Ceci dit, le système dans son ensemble est à la hauteur de ses homologues occidentaux. La Roumanie avait jeté les bases il y a plus d'un siècle d'un service d'ambulance – l'un des premiers pays d'Europe à le faire, selon le site du service d'ambulance de Bucarest, www.sabif.ro : « Societatea de salvare » fut fondée le 28 juillet 1906 à Bucarest par le professeur Nicolae Minovici, qui allait la diriger jusqu'à sa mort en 1941. Avec pour devise « Toujours et pour tous, prêt à aider » et prônant l'importance de « porter l'acte médical sur les lieux de l'accident », ce service ne disposait à l'époque que d'une voiture tractée par des chevaux –« hippomobile » – dont l'équipage était formé de sergents. En 1908, des médecins internes et des infirmiers sont assignés à ce service, tandis qu'un numéro de téléphone d'urgence (payant) est mis en place.

En 1912, la société est dotée de deux automobiles, importées de France. Elle fait ses preuves durant la Première Guerre mondiale, lorsqu'elle transporte des dizaines de milliers de blessés. Avant que Minovici crée, en 1934, le premier hôpital des urgences. En 1948, après l'arrivée des communistes au pouvoir, « Societatea de salvare » est nationalisée et devient la « Station d'ambulance de la municipalité de Bucarest ». Elle est graduellement dotée de véhicules modernes, importés notamment d'Allemagne, des urgentistes sont formés, tandis qu'un nouveau numéro de téléphone lui est assigné : le 06 – devenu le 061 dans les années 1970. Mais à la différence du SMURD, « Salvarea » était une sorte de polyclinique mobile se contentant de transporter les patients à l'hôpital, sans prodiguer de soins dans les cas de grande urgence.

Fie că e vorba de urletele sirenelor ce răsună în tot orașul, de huruitul vreunui elicopter medical sau de paramedicii îmbrăcați în portocaliu care se agită la locul accidentului, un lucru e cert: fiecare român are propria lui imagine despre SMURD, un serviciu care de aproape 30 de ani se luptă să salveze vieți.

Totul a început în septembrie 1990 când medicul anestezist, Raed Arafat, a pus bazele acestei rețele devenită, ulterior, omniprezentă. Înființat la Târgu Mureș sub denumirea de SMUR (Serviciul Mobil de Urgență și Reanimare), serviciul a beneficiat, într-un prim stadiu, doar de voluntari și de un singur vehicul, aparținând fondatorului său, echipat corespunzător pentru a interveni în situații de urgență, fără a putea însă, asigura și transportul victimelor.

Încetul cu încetul, grație implicării mai multor țări occidentale, SMUR a început să se doteze cu ambulanțe moderne și să formeze din ce în ce mai mulți paramedici. În 1993, grație Serviciului de Urgență din Edinburg și a pompierilor din Glasgow, SMUR își crează prima echipă de descarcerare ceea ce-i va adăuga un D la titulatură. Acest model de prim ajutor oferit de specialiștii de la Târgu Mureș avea să se răspândească, ulterior, și în alte orașe. La început în Oradea și Sibiu, apoi, din 2007, peste tot în România.

În 1998, SMURD-ul din Târgu Mureș se dotează cu o ambarcațiune menită să intervină în cazurile de înec. Un an mai târziu, serviciul se revoluționează complet odată cu intrarea în funcțiune a primului său elicopter, de tip Alouette III. Iar în 2001, primul serviciu integrat – pompieri, poliție, ambulanță și SMURD – avea să vadă lumina zilei în acest oraș din Transilvania.

În momentul de față, serviciul de urgență, a cărui deviză este « Cine salvează o viață, salvează o lume întreagă » deține aproximativ 35 de ambulanțe de terapie intensivă și alte 300 simple, nouă elicoptere și două avioane prevăzute cu aparatură medicală și în jur de 2000 de medici și infirmiere la care se adaugă 3500 de pompieri. Unul dintre avioane a putut fi cumpărat cu ajutorul românilor care au donat prin intermediul Fundației pentru SMURD, creată în 2006. Beneficiind de ajutorul a vreo 300 de voluntari din toată țara, această fundație a primit, în 2018, donații în valoare de 4,3 milioane de lei – peste 900 000 euro – cu 20% mai mult decât în 2017, dovadă a încrederii de care SMURD-ul se bucură la nivel național.

În 2018, echipele SMURD au intervenit în peste 359 000 de cazuri – atât urgențe medicale cât și descarcerări – față de cele 345 000

cazuri înregistrate cu un an în urmă. Asta înseamnă, concret, 985 de cazuri pe zi, timp în care paramedicii au oferit îngrijire unui număr de 335 000 de adulți și 32 000 de copii, cu 4% mai mult decât în 2017 *. Pe partea lor, pompierii au stins aproape 29 000 de incendii.

SMURD-ul speră ca în viitor să-i poată ajuta și pe vecinii din Republica Moldova să profite de experiența lui, grație misiunilor aeriene de salvare. Trebuie spus că de-a lungul anilor, serviciul a fost și subiect de controverse legate, în special, de timpii prea lungi de reacție sau de diverse achiziții publice contestate. „Dosarul Caracal” – în care două adolescente au fost răpite și ucise – a pus în lumină necesitatea unei mai bune coordonări între diferitele departamente, astfel încât atunci când cineva sună la 112, cum l-a făcut, în zadar, una dintre victime, să poate fi salvat cât de repede se poate.

Deși în prezent, sistemul în ansamblu este la fel de performant cu cele din Occident. România a pus bazele, acum mai bine de un secol, unui prim serviciu de ambulanță din Europa, se precizează pe situl Serviciului de ambulanță din București, la adresa www.sabif.ro. „Societatea de salvare” a fost fondată pe 28 iulie 1906, în capitală, de către profesorul Nicolae Minovici, care s-a aflat în fruntea ei până la sfârșitul vieții sale, în 1941. Având ca motto „Totdeauna și tuturor, gata pentru ajutor” și pledând pentru „acordarea primului ajutor la locul accidentului”, acest serviciu dispunea la momentul respectiv doar de un vehicul tras de cai – un „hipomobil” – condus de un echipaj format din sergenți. În 1908, medici interniști și infirmiere vor fi alocați acestui serviciu care va dispune din acel moment, de un număr de urgență, taxabil.

În 1912, societatea va primi două automobile, din Franța. Va avea ocazia să-și demonstreze competențele în timpul Primului Război mondial, când va transporta zeci de mii de răniți, înainte ca Minovici să înființeze primul spital de Urgențe. În 1948, odată cu instalarea la putere a regimului comunist, „Societatea de salvare” va fi naționalizată și va deveni „Stația de ambulanță a municipiului București”. Treptat, aceasta va fi dotată cu vehicule moderne, importate din Germania, cu paramedici bine instruiți și cu un nou număr pentru apeluri de urgență: 06 – ce avea să devină 061 în anii 1970. Dar, spre deosebire de SMURD, „Salvarea” era mai degrabă un fel de policlinică mobilă care se ocupa doar cu transportul pacienților la spital, fără a putea oferi servicii medicale de urgență.

^[1] Sur l'ensemble de l'Union européenne, en 2017, la Roumanie détenait le triste record du plus grand nombre de tués sur les routes : 99 victimes par million d'habitants. La moyenne européenne est à 49. Source : http://ec.europa.eu/roadsafety/

^[2] În 2017, România era țara europeană cu cel mai mare număr de persoane ucise în accidente rutiere: 99 de victime la un milion de locuitori, față de o medie europeană de 49. Sursa: http://ec.europa.eu/roadsafety/

Des membres du personnel
Smurd se reposent
entre deux interventions.

*Momente de odihnă pentru
personalul Smurd,
între două intervenții.*





Renouvellement du tour de garde des assistants, infirmiers et brancardiers. Au centre de la photo, l'assistante en chef, Kerekes Réka.

Schimbul de tură al asistenților, infirmierilor și brancardierilor. În centrul cadrului, asistenta șefă de tură, Kerekes Réka.



Pendant la nuit, l'hélicoptère ne vole que lors de missions où le patient est stable, en général pour le transporter d'un petit hôpital à un plus grand établissement.

Pe timp de noapte, elicopterul zboară doar în misiuni pentru transportul pacienților stabili, de la spitale mai puțin dotate la un spital superior.

Centre de réception – télémedecine, là où le médecin entre en contact avec l'équipe d'intervention, reçoit en temps réel des données sur le patient et décide s'il a besoin de ressources supplémentaires, ou si l'ambulance peut ramener le patient sans l'aide d'autres moyens.

Centrul de recepție – telemedicină, locul de unde un medic intră în legătură cu echipajul aflat pe teren, unde primește în timp real date despre pacient și decide dacă e nevoie de resurse suplimentare sau dacă ambulanța poate aduce pacientul la spital, fără alte ajutoare.





Le docteur Apor Bartos, 41 ans, au Smurd depuis 2003...

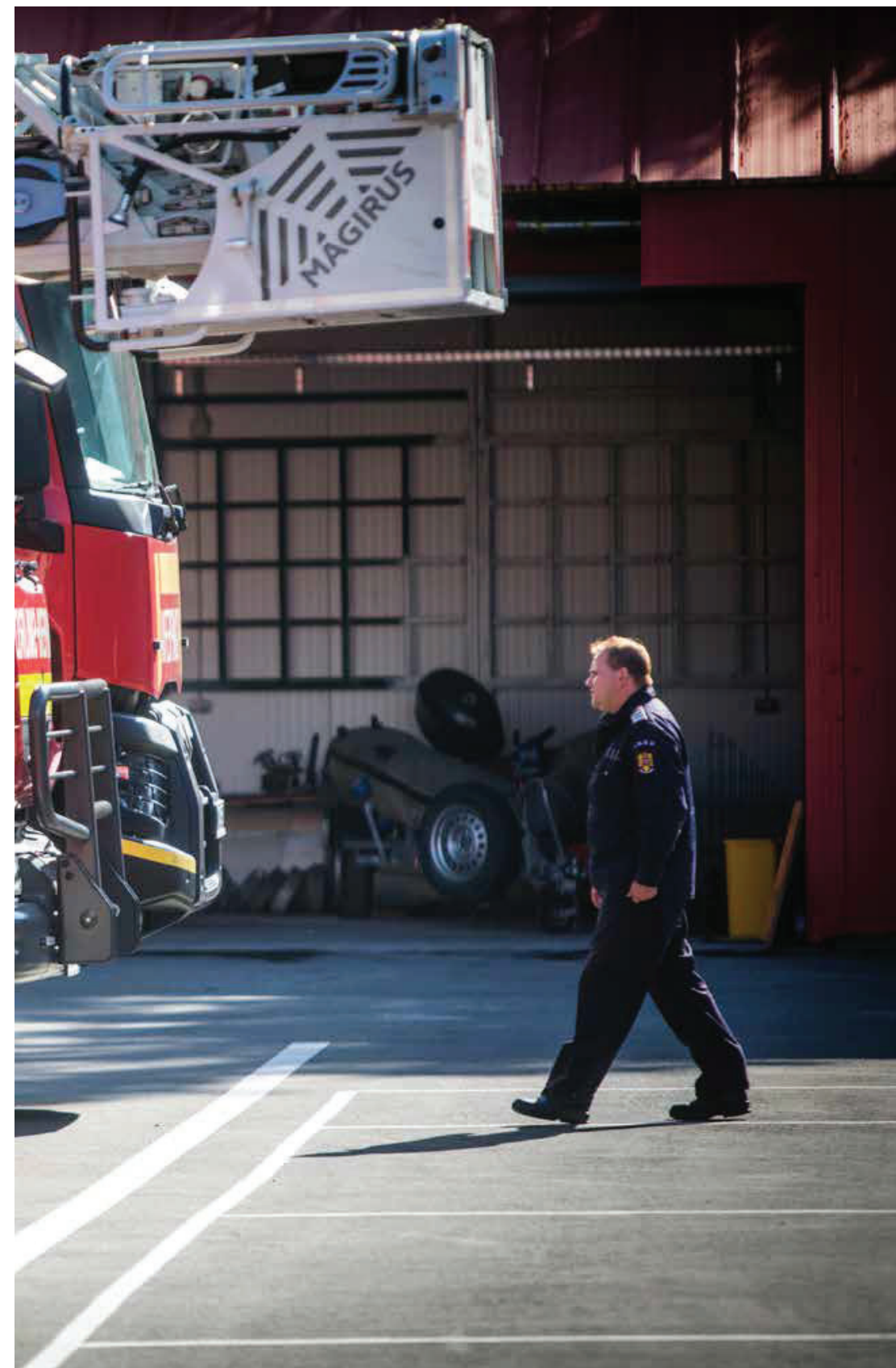
« J'aime ce lieu de travail parce qu'on est sans cesse aux prises avec la réalité du terrain, j'aime moins les formalités administratives. »

Doctor Apor Bartos, 41. La Smurd din 2003... „Îmi place locul meu de muncă pentru că mă ține permanent în priză; singurul lucru care nu-mi prea place e birocrația.”



Le docteur Bogdan Posteucă travaille au Smurd depuis 2009, quand il a commencé en tant que volontaire... « J'ai toute de suite apprécié le collectif du Smurd et la façon dont l'ensemble du personnel m'a donné envie d'apprendre. »

Doctor Bogdan Posteucă, lucrează la Smurd din 2009, unde a început ca voluntar... „Mi-a plăcut colectivul în care am ajuns și modul în care toți acești oameni mi-au deschis apetitul pentru cunoaștere.”



Inspectorat pour les situations d'urgence « Horea » du département de Mureș.

Inspectoratul pentru Situații de Urgență „Horea” al județului Mureș.

Trois questions à Raed Arafat, fondateur du SMURD et secrétaire d’État au ministère de l’Intérieur

Regard : Selon vous, que représente le SMURD pour les Roumains ?

Raed Arafat : Le SMURD est synonyme d’espoir, de vies sauvées. Que le secours arrive par voie terrestre ou aérienne, en voiture ou en moto, les gens savent que la mission de ce service est de sauver des vies et qu’il s’attache à le faire dans les délais les plus courts. Pour nous, chaque cas représente un défi. Lorsqu’une équipe de premier secours, dont les membres ont une formation paramédicale, part en mission, elle n’a qu’une seule question en tête : est-ce que je vais être à la hauteur, est-ce que je vais pouvoir sauver une vie ? Le médecin appelé pour des cas critiques se pose la même question, car la manière de traiter un cas fait la différence entre la vie et la mort. Si on est capable de travailler bien en équipe, on sauve une vie, sinon on la perd. Malgré tous nos efforts, il arrive parfois de perdre un patient. Il est évident que le taux de réussite ne peut être de 100%, et cela est vrai dans n’importe quel pays. Être confronté à de tels cas représente une épreuve difficile, qui a un lourd impact psychologique ; on a tout fait, mais on n’a pas réussi à sauver un patient. Et c’est là que d’autres questions naissent : est-ce que j’ai vraiment fait tout ce qu’il fallait pour sauver cette vie ? Quelque chose m’a échappé ?

Quelles ont été les missions les plus compliquées pour le SMURD ?

Au fil des années, nous avons été confrontés à de nombreuses missions difficiles, qu’il s’agisse de l’incendie du club Colectiv en octobre 2015 – qui a fait 65 morts au total, ndlr –, de l’incendie de la maternité de Giulești – où six nourrissons ont été tués en 2010, ndlr – ou encore de l’accident d’un autocar au Monténégro – qui s’est soldé par 19 morts et 28 blessés en 2013, ndlr –, quand nous avons dû organiser le rapatriement de nombreux blessés graves. Mais il y a aussi les missions individuelles où le médecin travaille contre la montre pour sauver une seule vie et où le stress psychologique est particulièrement éprouvant.

Comment le SMURD a-t-il évolué et comment le voyez-vous d’ici dix ans ?

Le SMURD a fait des progrès énormes si on le compare à ce qu’il était non seulement en 1990, lorsqu’il est né, mais même à 2007, lorsqu’il est devenu un service à l’échelle nationale. Aujourd’hui, le temps de réponse à un appel est de 8 à 9 minutes à Bucarest et dans les grandes villes, alors qu’avant il pouvait être de plusieurs dizaines de minutes. Dans d’autres départements, le temps de réponse est d’environ 15 minutes, y compris dans les zones rurales, contre une heure auparavant. Mais nous avons besoin de ressources supplémentaires pour réduire encore ces délais. D’ici dix ans, je vois un service consolidé, plus présent, avec un meilleur taux de couverture dans les zones rurales, bien sûr en collaboration avec les services d’ambulance. Le SMURD est aujourd’hui comparable à des services similaires d’autres pays, et même un modèle. Mais nous avons toujours des choses à apprendre, personne n’est parfait.

Propos recueillis par Mihaela Rodina

Trei întrebări pentru Raed Arafat, fondator SMURD și secretar de Stat în ministerul Afacerilor Interne

Regard: Ce reprezintă SMURD pentru români?

Raed Arafat: SMURD-ul este sinonim cu speranța, cu viețile salvate. Fie că ajutorul vine pe cale terestră sau aeriană, în mașină sau pe motocicletă, oamenii știu că acest serviciu are ca misiune să salveze vieți și că încearcă să o facă cât se poate de repede. Pentru noi, fiecare nou caz este o provocare. De fiecare dată când una din echipele noastre paramedicale pleacă în misiune, nu se gândește decât la un singur lucru: oare o să fie la înălțime? Oare o să poată să salveze respectiva viață? E o întrebare pe care și-o pune orice medic când este chemat în urgență, pentru că felul de a trata un caz poate să facă diferență între viață și moarte. Dacă suntem în stare să lucrăm bine în echipă, vom reuși să salvăm viața respectivă, dacă nu, nu. Chiar și așa, se mai întâmplă să ne moară omul, cu toate eforturile pe care le facem. Este de la sine înțeles că gradul de reușită nu poate fi de 100 %, nicăieri în lume nu există așa ceva. Astfel de cazuri reprezintă o permanentă provocare, cu un impact psihologic extrem de mare. Am făcut tot ce ne-a stat în putere și totuși, pacientul nu a rezistat. Și în momentul acela, alte întrebări își fac apariția: oare chiar am făcut tot ce trebuia ca să-i salvez viața? Sau ceva mi-a scăpat?

Care au fost cele mai complicate misiuni pentru SMURD?

De-a lungul anilor, ne-am confruntat cu numeroase misiuni dificile, fie că a fost vorba de incendiul de la clubul Colectiv din octombrie 2015 – care s-a soldat cu 65 de morți, în total, n.red. – de incendiul de la maternitatea Giulești – în 2010, în care au pierit șase bebeluși, n.red. – sau de accidentul de autocar din Muntenegru – din 2013, soldat cu 19 morți și 28 de răniți grav, n.red. – când am fost nevoiți să organizăm repatrierea a numeroși călători cu răni serioase. Dar au fost și nenumărate misiuni individuale când medicul a trebuit să lucreze contra cronometru ca să salveze viața respectivă, iar presiunea psihologică a fost teribilă.

Cum a evoluat SMURD-ul de-a lungul anilor și cum îl vedeți peste zece ani?

SMURD a făcut progrese imense în raport nu doar cu felul în care era în 1990, când l-am înființat, dar chiar și cu 2007 când a devenit un serviciu la scară națională. Astăzi, echipele noastre din București și din marile orașe ajung în 8, 9 minute, în timp ce în urmă cu niște ani, era nevoie de zeci de minute de așteptare. În mai multe județe, timpul de reacție a ajuns de aproximativ 15 minute, și mă gândesc inclusiv la zonele rurale, față de o oră cum era înaintea. Ca să reducem și mai multe timpuri aceștia, avem nevoie de resurse suplimentare. Peste zece ani, întrevăd un serviciu consolidat, prezent și care, în colaborare cu serviciul de ambulanță, să poată să ofere o arie de acoperire și mai mare în mediul rural. La ora actuală, SMURD este comparabil cu alte servicii de acest tip din lume și reprezintă chiar un model. Dar, ne rămân încă lucruri de învățat, căci nimeni nu e perfect.

A consemnat Mihaela Rodina



Attila Biro, chauffeur paramédical, lors d’une intervention.

Attila Biro, paramedic, conducător auto, în timpul unei intervenții.



Intervention du Smurd auprès d'une patiente souffrant d'un œdème pulmonaire.

Intervenție Smurd la o pacientă cu edem pulmonar.





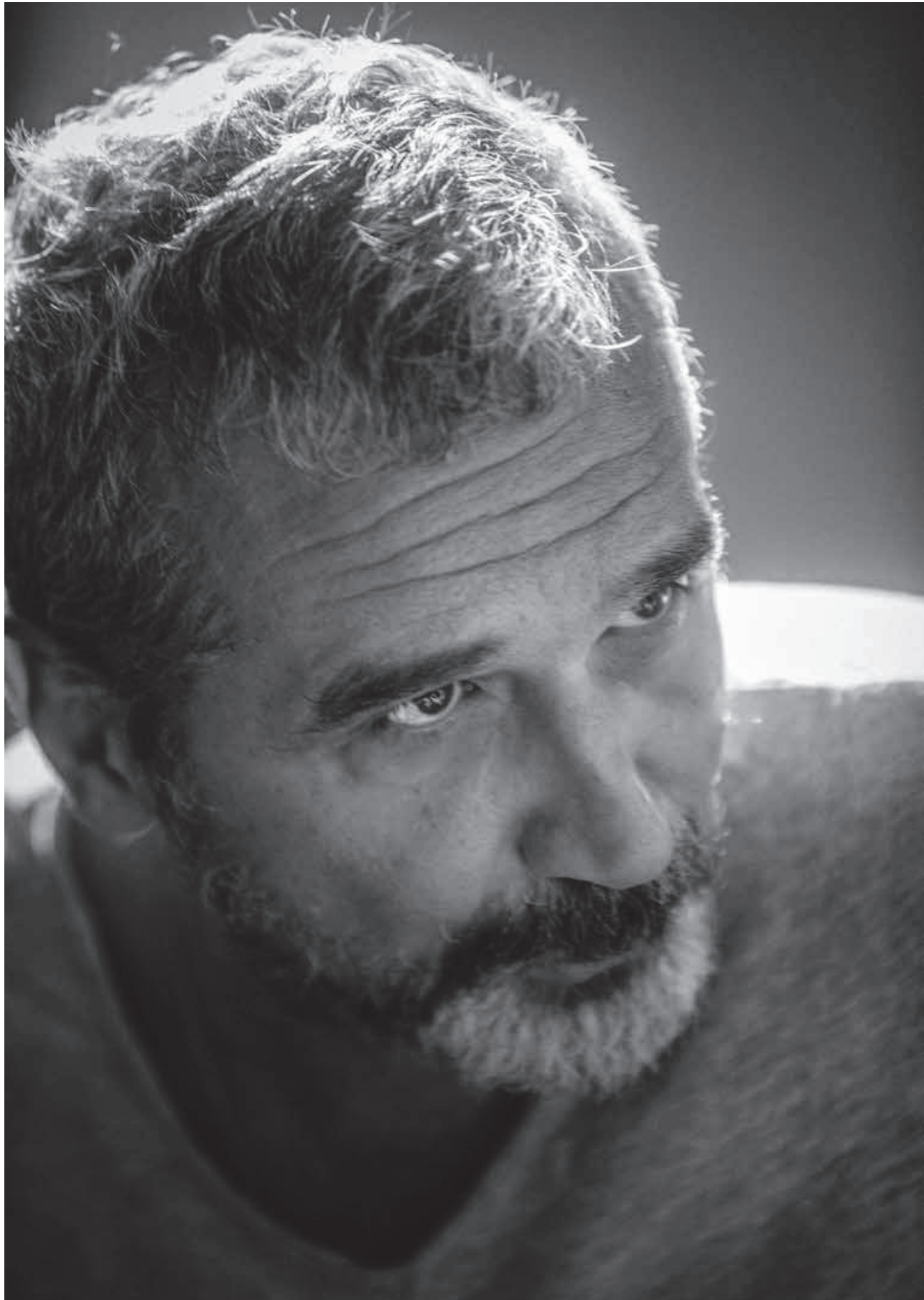
Iulia Pop, 38 ans, travaille au Smurd depuis 1998, quand elle a commencé en tant que volontaire. Entre 2007 et 2015, elle fut assistante médicale en Italie, avant de revenir au Smurd de Târgu Mureș... « Je suis revenue parce que c'est ici que je me suis formée et que j'ai tout appris. »

Iulia Pop, 38. Lucrează la Smurd din 1998, unde a început ca voluntară. Între 2007 și 2015 a fost asistentă în Italia, dar a ales să revină la Smurd Târgu Mureș... „M-am întors pentru că acesta este locul unde m-am format și am învățat tot ce știu.”



Attila Banga, 42 ans, travaille au Smurd depuis 1997, quand lui aussi a commencé sa carrière en tant que volontaire. En 2004, il est parti travailler comme assistant médical en Italie et en Grande-Bretagne avant de revenir cette année au Smurd de Târgu Mureș... « Je suis revenu parce que mon cœur est ici. »

Attila Banga, 42. Lucrează la Smurd din 1997, unde a ajuns tot ca voluntar. Între 2004 și 2019 a lucrat ca asistent în Italia și Marea Britanie, dar s-a întors la Smurd Târgu Mureș... „M-am întors pentru că mi-am lăsat inima aici.”



ENTRETIEN AVEC LE SOCIOLOGUE SEBASTIAN LĂZĂROIU *

*Interviu cu sociologul Sebastian Lăzăroiu**

Propos recueillis par / A consemnat: Carmen Constantin
Photo / Foto: Mihai Barbu

Regard : Le gouvernement Dăncilă est tombé le 10 octobre dernier. D'après vous, que va-t-il se passer ?

Sebastian Lăzăroiu : Politiquement, la période s'annonce compliquée, d'autant que nous sommes en pleine campagne électorale. Il s'est passé la même chose en 2009 ; à l'époque, il avait fallu attendre les résultats de l'élection présidentielle afin de pouvoir mettre en place un gouvernement. C'est ce qui pourrait se passer une nouvelle fois, le président élu pour les cinq prochaines années proposant un Premier ministre aux divers partis politiques. Mais les majorités sont instables, et l'année prochaine, il y aura les élections locales et parlementaires. Personne ne semble se bousculer pour prendre le pouvoir maintenant.

Les Roumains vont-ils se mobiliser pour voter lors de la prochaine élection présidentielle de novembre ?

Je ne pense pas qu'il y aura une participation du niveau de celle des élections européennes. Le vote du 26 mai dernier – plus de 50% de participation, ndlr – fut le résultat d'un contexte particulier. La coalition au pouvoir PSD-ALDE (Parti social démocrate-Alliance des libéraux et démocrates, ndlr) a été très offensive, avec un discours populiste, anti-européen, et des actions antérieures qui ont fortement affaibli les institutions de l'État, notamment la justice. Ce vote est arrivé sur fond de frustrations extrêmes de la part de la population, qui s'est mobilisée comme jamais pour des élections européennes.

Ce ne sera pas la même chose pour la présidentielle, la situation s'est apaisée. Liviu Dragnea – ancien président du PSD et du Parlement, ndlr – est en prison, il était le principal individu négatif d'alors, le leader de cette mouvance anti-justice et anti-européenne. Et le PSD s'est enfin rendu compte de ses erreurs en obtenant son plus mauvais score aux élections européennes. Aujourd'hui, il est crédité de moins de 20% des intentions de vote. Certes, ses dirigeants ont commencé à réagir, ils ont corrigé leur discours, leurs politiques générales, et sont ouverts à plus de concessions par rapport à la ligne dure du parti qui est désormais marginalisée.

Comment voyez-vous les élections législatives de l'an prochain ?

Il est difficile aujourd'hui de prédire ce qu'il va se passer. Certains partis sont plutôt passifs et s'accrochent au système existant, ils dépendent de l'argent d'abord pour gagner les élections. C'est le cas des vieux partis, que ce soit le PSD ou le PNL (Parti national libéral, ndlr). D'un autre côté, il y a l'USR (Union Sauvez la Roumanie, ndlr) qui a une chance de faire

son entrée au gouvernement d'une façon ou d'une autre. Certes, ils n'ont pas beaucoup d'expérience, mais ils ont l'énergie et l'envie que les choses changent.

Klaus Iohannis peut-il perdre l'élection présidentielle ?

Selon moi, Iohannis a gagné sa réélection dès le 26 mai dernier, lors des Européennes. Je ne vois pas comment il pourrait perdre. Le seul scénario qui le déstabiliserait un peu serait que Dan Barna – président de l'USR, ndlr – soit présent au deuxième tour. Barna est le leader d'un parti en pleine ascension qui a été le gagnant symbolique des élections du 26 mai dernier, bien qu'il ne soit arrivé qu'en troisième position avec un peu plus de 20% des suffrages. Cependant, je trouve que l'USR n'a pas su gérer cette victoire, ils auraient dû fusionner avec PLUS (Parti de la liberté, de l'union et de la solidarité de l'ancien Premier ministre Dăciac Cioloș, ndlr). D'un autre côté, il est encore possible que Viorica Dăncilă se retrouve au second tour, un scénario idéal pour Iohannis. Mais Dăncilă ne jouit plus vraiment d'une forte popularité ; de plus, l'électorat anti-PSD est désormais très nombreux et a montré qu'il savait se mobiliser.

Aucune chance pour Dan Barna ?

Barna et Iohannis sont trop similaires, et ils ont plus ou moins le même électorat, c'est-à-dire des citoyens éduqués, plutôt à l'aise économiquement. Par ailleurs, idéologiquement et en termes de charisme, là non plus il n'y a pas beaucoup de différence. Ce qui les départage vraiment est que Klaus Iohannis est à la tête de l'État depuis cinq ans. Un atout de taille... Pourquoi changer un Iohannis pour un autre Iohannis sans expérience ? Seul un candidat du style de Băsescu, très véhément et plus populiste pourrait inquiéter Iohannis. Barna n'est pas comme ça. De fait, aucun des candidats n'est ce genre de politique, aucun n'inspire une certaine force, un certain caractère. Pour l'USR, il aurait fallu un Cristian Ghinea – actuellement eurodéputé, ancien ministre des Fonds européens sous le gouvernement Cioloș, ndlr – comme candidat à la présidentielle, par exemple. Par ailleurs, le retrait de Călin Popescu Țăriceanu – président de l'ALDE, ndlr – de la course à la présidence a complètement changé la donne. S'il avait peu de chances de se retrouver au second tour, c'était le seul à pouvoir grappiller des votes au PSD, car beaucoup de « pésédistes » le préfèrent à Viorica Dăncilă. Il est difficile de comprendre la décision de Țăriceanu, un politique avec plus de 30 ans d'expérience. Et surtout sa façon de faire du chantage, annihilant la coalition avec le PSD après sa dégringolade aux Européennes, l'ALDE n'obtenant que 4% des suffrages en mai dernier. Bien sûr, il y a beaucoup d'autres candidats, tel l'indépendant

* Entretien réalisé mi-octobre. / Interviu realizat la mijlocul lunii octombrie.

Mircea Diaconu qui, selon certains sondages, pourrait obtenir jusqu'à 11%. Mais d'après moi, il est aujourd'hui trop isolé.

Que va-t-il se passer avec l'alliance USR-PLUS ?

J'espère d'abord que cette élection présidentielle leur servira de leçon. Cet été, les deux formations se sont beaucoup disputées sur la nature de leur collaboration, électorale ou politique, sans parler des tensions entre Ciolos et Barna. Ils auraient dû resserrer leurs liens, ils ne l'ont pas fait et cela risque de leur coûter cher, peut-être le second tour de la présidentielle. Ils sont à 17, 18% d'intentions de vote, alors qu'ils ont obtenu 22% des suffrages aux Européennes. Si Barna n'est pas au second tour, j'espère qu'ils en prendront note, et qu'ils s'allieront vraiment pour les locales et les législatives de l'an prochain. Ce qui serait, à mon avis, la meilleure chose qui puisse arriver au pays, avec un Premier ministre USR-PLUS, et non du PNL. Peut-être pas Barna ni Ciolos, je ne pense pas que ce dernier soit intéressé. Plutôt Vlad Voiculescu – ancien ministre de la Santé sous le gouvernement Ciolos, ndlr –, qui est très impliqué et rigoureux. Ils ont aussi d'autres gens tout à fait valables, comme Claudiu Năsui ou Cătălin Drulă. Sans doute devront-ils gouverner avec le PNL, mais le mieux serait que celui-ci reste en second plan.

Le PNL est néanmoins le principal parti du pays...

Effectivement, et vu que Klaus Iohannis va probablement renouveler son mandat à la tête du pays, le PNL, son parti, en récoltera les fruits. Il pourrait même dépasser le seuil des 30%. Si ce scénario se confirme, USR-PLUS va avoir un peu plus de mal ; ils ont le même bassin électoral que le PNL. Certes, le PNL et USR-PLUS peuvent gouverner ensemble. Avec un peu d'optimisme, on pourrait même dire qu'ils se complètent plutôt bien. Le PNL connaît l'administration étatique. De son côté, l'USR a de l'énergie à revendre et avance un idéal politique, mais n'a pas vraiment d'expérience dans la

gestion des affaires de l'État. L'alternative serait une alliance entre le PNL et le PSD, ou le « nouveau PSD », le parti Pro România. Sans l'exclure, elle a peu de chances de voir le jour. Et c'est tant mieux, ensemble ces deux partis ne feraient que reproduire un modèle de gouvernance qui n'a fait que freiner le développement du pays.

Alors quel avenir pour le PSD ?

Ce n'est pas clair. Il est en perte de vitesse et il vient de perdre le pouvoir. Il a manqué l'occasion de corriger des anomalies comme les retraites spéciales ; quoi qu'il en soit, cela aurait enclenché des mesures impopulaires qui les auraient plombés davantage. D'après moi, les plus rationnels des membres du PSD partiront. Ceux qui resteront pourraient jouer la carte du nationalisme, mais je ne pense pas que cela leur serait d'une grande utilité. Cela va être très compliqué pour eux.

Et pour l'ALDE ?

Cette alliance n'existe plus en tant que parti. Concernant Călin Popescu Tăriceanu, il se pourrait que Victor Ponta – ancien Premier ministre PSD, aujourd'hui président du parti Pro România, ndlr – essaie de le récupérer, mais je ne pense pas qu'il réussisse. Tăriceanu a pas mal d'adversaires au sein de Pro România. Et selon moi, Ponta lui a surtout tendu un piège afin qu'il se retire de la course à la présidence.

Victor Ponta pourrait-il récupérer le PSD ?

Je ne pense pas. Je vois plutôt une alliance politique, après 2020. Mais Ponta a beaucoup d'adversaires au sein du PSD. Il pourrait essayer de fonder une gauche moderne en récupérant certains membres du PSD, ce serait sans doute le plus judicieux. Et penser long terme, 2024.



Regard: Guvernul Dăncilă a fost demis pe 10 octombrie. În opinia dumneavoastră, ce se va întâmpla în continuare?

Sebastian Lăzăroiu: Urmează o perioadă complicată din punct de vedere politic. Mai ales că suntem în plină campanie electorală. S-a mai întâmplat și în 2009 la fel, și-mi amintesc că nu s-a putut instala un guvern decât după ce s-a decis câștigătorul prezidențialelor. Asta s-ar putea întâmpla și acum. Este posibil ca președintele ales să propună un nume de prim-ministru diferitelor partide, iar acestea să se pronunțe. Chiar și așa, majoritățile sunt instabile și la anul mai avem două rânduri de alegeri, locale și parlamentare. După cum se vede, nimeni nu se înghesuie să ia puterea executivă.

Se vor mobiliza românii să voteze la alegerile prezidențiale din noiembrie?

Nu cred că prezența la vot va fi la fel de mare ca cea înregistrată la alegerile europene. Votul din 26 mai – când participarea a depășit 50%, n.red. – a fost rezultatul unui context particular. Coaliția la putere, PSD-ALDE (Partidul social democrat-Alianța liberalilor și democraților, n.red.) a jucat în ofensivă, prezentând un discurs populist, anti-european și făcându-se responsabilă de acțiunile anterioare care au fragilizat puternic instituțiile statului, în special pe cele ale Justiției. Votul din mai a intervenit pe fondul unor frustrări extreme, trăite de populația care s-a mobilizat ca niciodată pentru scrutinul european. Acum, că situația s-a mai calmat, nu va mai fi la fel la alegerile prezidențiale. Liviu Dragnea – fostul lider PSD și al Parlamentului, n.red. – este, în prezent, în închisoare, or el era principalul element negativ, cel care se afla în fruntea mișcării anti-justiție și anti-Europa. Cât despre PSD, după ce a obținut cel mai slab scor al său la alegerile europene, și-a dat și el, în sfârșit seama, de propriile-i greșeli. Astăzi partidul e creditat cu mai puțin de 20% din intențiile de vot. Normal că liderii lui au început să se trezească și să-și corecteze discursurile și politicile generale, declarându-se pregătiți să facă concesii cu privire la linia dură a partidului, ai cărei adepți sunt din ce în ce mai marginalizați.

Cum vedeți alegerile legislative de anul viitor?

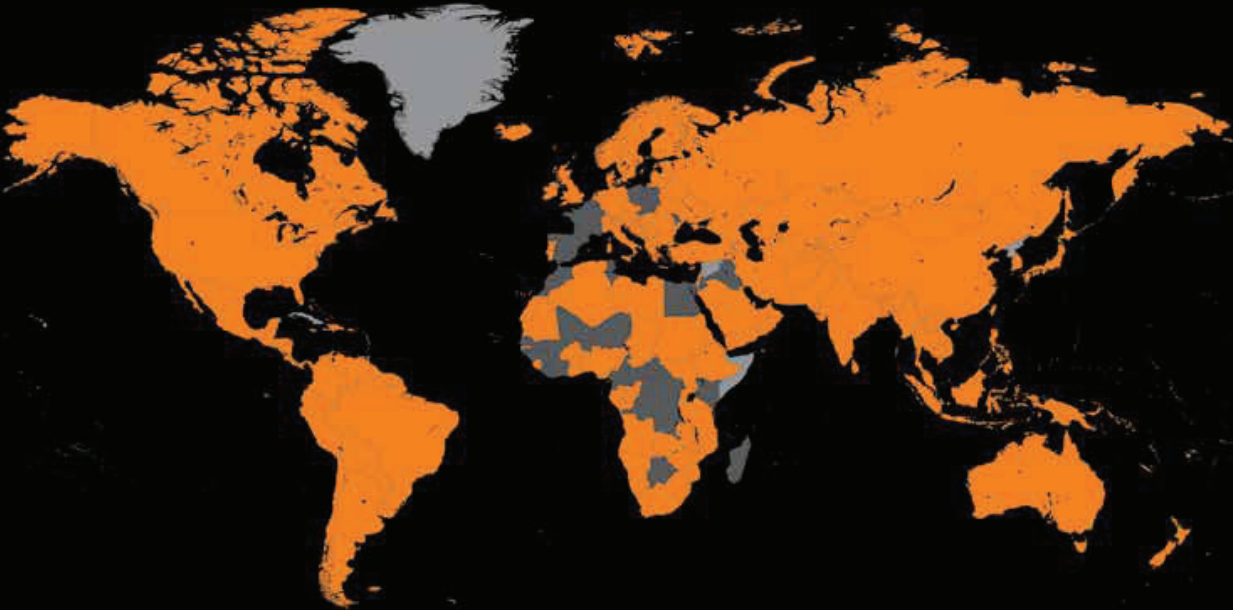
E greu de prevăzut ce se va întâmpla. Unele partide sunt mai degrabă pasive și par că se adaptează sistemului actual, cheltuind bani ca să obțină victoria. Este vorba de cele două partide cunoscute, PSD și PNL (Partidul național liberal, n.red.). De cealaltă parte, avem USR (Uniunea Salvați România, n.red.) care are șansa să ajungă la guvernare într-o formă sau alta. E lucru știut că acest partid nu are prea multă experiență, dar are energia și dorința să schimbe lucrurile.

Business
Services



L'innovation est essentielle
à votre entreprise.
Construisons-la ensemble

Orange Business Services
désormais disponible en Roumanie



orange.ro/business

După mine, Iohannis a recăştigat preşedinţia încă de pe 26 mai, din ziua votului pentru europarlamentare. Nu văd cum ar putea să piardă. Singurul scenariu care l-ar putea destabiliza un pic ar fi ca Dan Barna – seful USR, n.red. – să ajungă în turul al doilea. Barna este liderul unui partid în plină ascensiune, câştigător simbolic al scrutinului din 26 mai, chiar dacă a ajuns doar pe locul trei, cu puţin peste 20% din sufragii. Cu toate acestea, consider că USR nu a ştiut să-şi gestioneze victoria. Ar fi trebuit să fuzioneze cu PLUS (Partidul libertăţii, unităţii şi solidarităţii al fostului prim ministru, Dacian Ciolos, n.red.). Posibil Viorica Dăncilă va ajunge în turul doi, ceea ce ar fi scenariul ideal pentru Iohannis. Dar Dăncilă nu mai se bucură de o prea mare popularitate, pe de alta parte electoratul anti-PSD este foarte numeros şi a demonstrat deja că ştie să se mobilizeze.

Barna și Iohannis sunt prea asemănători. Au oarecum același electorat, adică cetățenii educați care o duc relativ bine, economic vorbind. În plus, nici pe partea de ideologie sau carismă, lucrurile nu sunt prea diferite în cazul celor doi candidați. Ceea ce-i diferențiază cu adevărat este faptul că Iohannis se află de cinci ani de zile în fruntea Statului. De ce am aduce în locul lui Iohannis un altfel de Iohannis, dar fără experiență? Numai un candidat de tipul lui Bănescu, foarte vehement și foarte populist, ar putea să-l încurve pe Iohannis. Nu este cazul lui Barna. De altfel, niciunul dintre candidați nu este în genul ăsta, niciunul nu inspiră o astfel de forță sau de caracter. Pentru USR ar fi fost bun, de exemplu, unul ca Cristian Ghinea – actual europarlamentar, fost ministru al Fondurilor europene în guvernul Ciolos, n.red. De asemenea, retragerea lui Călin Popescu Țăriceanu – șeful ALDE, n.red. – din cursa prezidențială, a schimbat complet raportul de forțe. Chiar dacă nu ar fi avut șanse reale să ajungă în turul doi, el ar fi fost singurul care ar fi putut să ia din voturile PSD, pentru că mulți „pesești” îl preferă lui Viorica Dăncilă. E greu de înțeles de unde această decizie a lui Țăriceanu, un politician cu o experiență de peste 30 de ani. Și mai ales e dificil de priceput șantajul la care a supus coaliția cu PSD-ul, după degringolada de la alegerile europene unde partidul său nu a obținut decât 4% din sufragii. Bineînțeles, mai sunt și alți candidați, precum independentul Mircea Diaconu care, spun sondajele, ar putea strânge până la 11% din voturi. Dar, zic eu, în momentul de față, acesta e mult prea izolat.

În primul rând, sper ca aceste alegeri prezidențiale să le servească de lecție. În vara aceasta, cele două formațiuni s-au tot ciondănit pe natura colaborării electorale sau politice dintre ele, fără să mai amintim și de tensiunile dintre Ciolos și Barna. Ar fi trebuit să strângă rândurile și nu au făcut-o, iar asta riscă să le coste scump, poate chiar prezența în al doilea tur al prezidențialelor. În momentul ăsta au cam 17-18% din intențiile de vot, în scădere față de cele 22 de procente obținute la alegerile europene. Dacă Barna nu ajunge în turul al doilea, sper că asta îi va pune pe gânduri și că se vor alia cu adevărat în vederea localelor și legislativele de anul viitor. Ceea ce ar fi, zic eu, cel mai bun lucru pentru țară, și anume un prim ministru USR-PLUS și nu unul liberal. Nu mă gândesc nici la Barna, nici la Ciolos, mai ales că ultimul nu pare interesat. Mai degrabă Vlad Voiculescu – fost ministru al Sănătății în guvernul Ciolos, n.red. – o persoană extrem de implicată și de riguroasă. Formațiunea mai are și alți oameni foarte onorabili, de exemplu Claudiu Nănsui sau Cătălin Drulă. Fără doar și poate că vor fi nevoiți să guverneze împreună cu PNL, dar ideal ar fi ca și la acesta din urmă să rămână în plan secund.

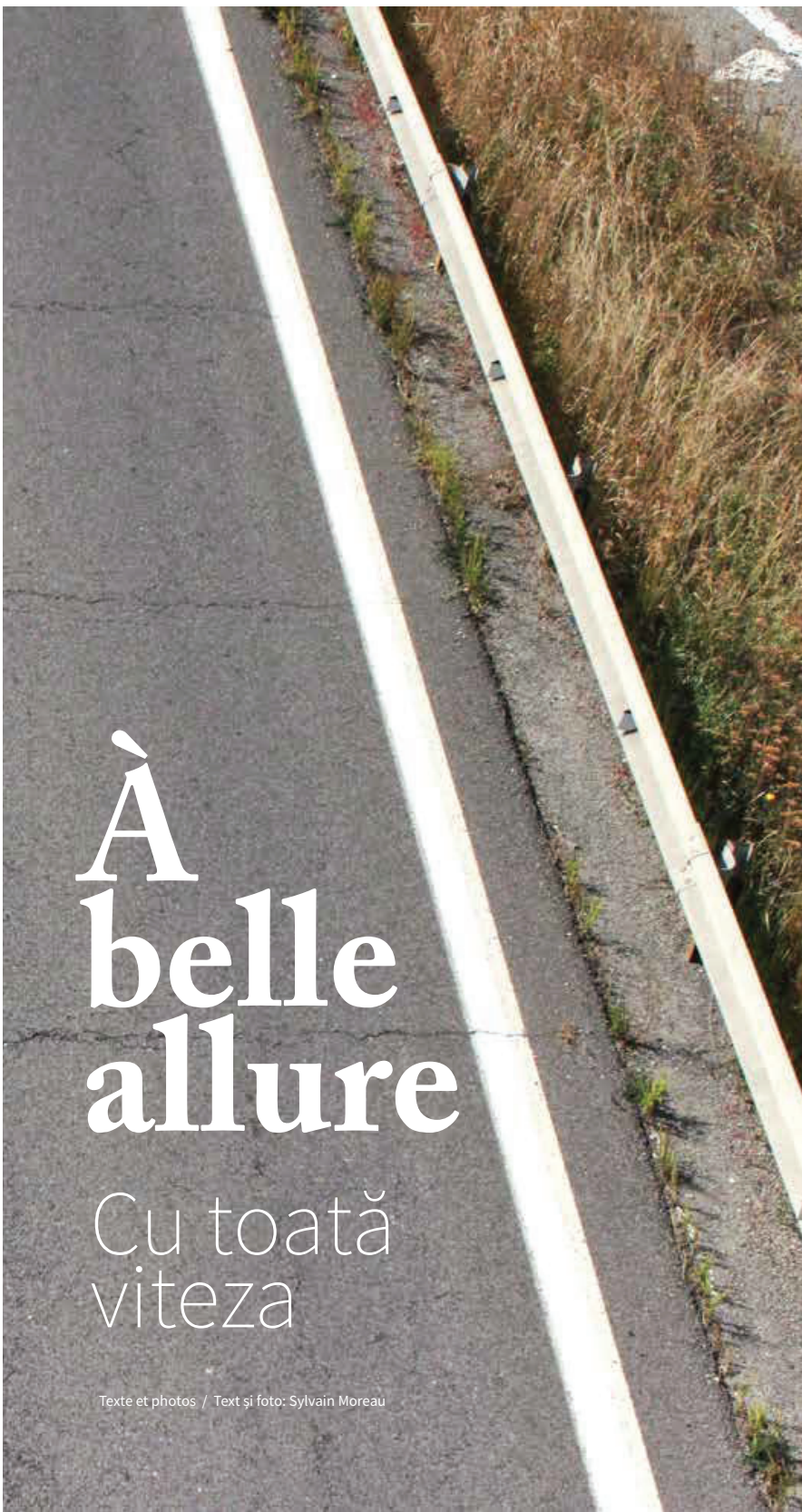
Adevărat și având în vedere că Klaus Iohannis va câștiga probabil un nou mandat în fruntea țării, PNL-ul, din care acesta face parte, va culege roadele. Ar putea chiar să depășească pragul de 30%. Dacă acest scenariu se va confirma, USR-PLUS va avea nisa/că problema, pentru că are, practic, același electorat. Bineînțeles că PNL ar putea să guverneze împreună cu USR-PLUS. Păstrând o notă optimistă, am putea spune chiar că se completează destul de bine. PNL cunoaște deja administrația de stat. Pe partea sa, USR e plin de energie și avansează un ideal politic, chiar dacă îi lipsește experiența în a gestiona afacerea de stat. O alternativă ar fi o alianță între PNL și PSD sau chiar „noul PSD” – Pro România. Fără să exclud complet un astfel de scenariu, trebuie să recunoaștem că ar avea puține șanse să se concretizeze. Cu atât mai bine, căci, odată împreună, aceste două partide nu ar face decât să reproducă un model de guvernare care a tot frânat dezvoltarea țării.

Nu e foarte clar. Tot pierde viteză și a pierdut și puterea. A ratat șansa să corecteze diversele anomalii, ca de pildă pensiile speciale, dar asta ar fi însemnat să ia tot felul de măsuri nepopulare, care i-ar fi tras și mai mult în jos. După mine, aceia din PSD care se vor dovedi cu capul pe umeri vor ieși din partid. Cine rămâne, poate juca pe cartea naționalismului, dar nu știu cât le-ar folosi. N-o să fie simplu pentru ei.

Această alianță nu mai există ca partid. În ceea ce-l privește pe Călin Popescu Țăriceanu, e posibil ca Victor Ponta – fost premier PSD, actual lider al partidului Pro România, n.red. – să încerce să-l racoleze, deși mă îndoiesc că va reuși. Țăriceanu are destui adversari în rândurile Pro România. Mai degrabă cred că Ponta i-a întins o capcană ca să-l facă să iasă din cursa electorală.

Mă îndoiesc. Mai degrabă aş vedea o alianţă politică după 2020. Dar Ponta are mulţi duşmani în sânul PSD. Ar putea încerca să pună pe picioare o stângă modernă, atrăgându-i în rândurile ei pe unii membri PSD, ceea ce ar fi cel mai înţelept. Şi mai ales, să se gândească pe termen lung, la 2024.





À belle allure

Cu toată viteza

Texte et photos / Text și foto: Sylvain Moreau

« Je crois que c'était l'une des journées les plus difficiles de ma vie sur un vélo... » La confiance, dans le bus qui doit conduire les coureurs de Focșani à leur hôtel de Buzău, est de Nicola Gaffurini. Du haut de ses six années passées dans le peloton professionnel, le barbu de l'équipe néerlandaise Monkey Town, dossard 141, parle en connaissance de cause. Avec un maillot jaune de leader du général et un maillot blanc de meilleur jeune à protéger, l'Italien a dû ce jour-là s'employer pour ses coéquipiers. Tour à tour le nez au vent dans la plaine qui s'étend à l'est de Brașov, chien de garde pour contenir les attaques adverses dans la traversée des Carpates, puis porteur d'eau dans les derniers kilomètres, il n'a pas compté ses efforts.

Sur 101 cyclistes qui se sont élancés de Cluj-Napoca pour le 52ème Tour de Roumanie – du 11 au 15 septembre dernier –, 86 seront parvenus à rallier l'arrivée de la cinquième et dernière étape, adjugée à Bucarest. Mais si tous ont parcouru les 700 kilomètres du programme, ils n'ont pas produit les mêmes efforts. Car, à côtoyer le peloton de près, on saisit l'inégalité des performances.

Tel un banc de poissons, le peloton est un corps mouvant qui s'étire ou se regroupe au gré du relief, du vent ou des événements de course. À l'intérieur, chacun y a un rôle déterminé et agit en fonction. Celui de Nicola Gaffurini est de protéger ses leaders, bien abrités dans sa roue, pour leur permettre de lancer leur effort au moment opportun. Comme tant d'autres, le dossard 141 est donc de ceux qui appuient fort sur les pédales en toutes circonstances. Avec cette fois, une réussite certaine : son jeune équipier Alex Molenaar a finalement remporté le classement général. Une victoire qui est aussi un peu la sienne.

” Cred că ziua asta pe care am fost nevoit să o petrec pe bicicletă a fost una din cele mai grele din viața mea...”, a mărturisit Nicola Gaffurini, în autobuzul care urma să-i ducă pe cicliști de la Focșani la hotelul lor din Buzău. Cu o experiență de șase ani în liga profesioniștilor, bărbosul echipei olandeze, Monkey Town, cu numărul de concurs 141, vorbește în cunoștință de cauză. Deținător al unui tricou galben de lider în clasamentul general și al unui alb de cel mai bun tânăr ciclist, italianul a trebuit să dea totul în acea zi pentru a-și ajuta coechipierii. Ba înaintând pe câmpia care se întinde la est de Brașov, ba gata să prevină pericolele care ar fi putut însoți traversarea Carpaților, ba cărând rezervele de apă pe ultimii kilometri, Nicola Gaffurini nu a precupețit niciun efort.

Din cei 101 de cicliști care au pornit din Cluj-Napoca în cel de-al 52-lea Tur al României, desfășurat între 11 și 15 septembrie, doar 86 au reușit să ajungă cu bine în cea de-a cincea și ultima etapă care i-a adus până la București. Chiar dacă acești sportivi au parcurs cu toții cei 700 de kilometri din program, nu înseamnă că eforturile lor au fost aceleași. La o privire mai atentă, performanțele lor au fost diferite.

Asemenea unui banc de pești, plutonul de cicliști se comportă ca un corp în mișcare ce se întinde sau se strânge, în funcție de formele de relief, de viteza vântului sau de diversele evenimente ce pot surveni pe parcursul cursei. În mijlocul lui, fiecare are un rol bine determinat și deci, acționează în consecință. De exemplu, Nicola Gaffurini trebuie să aibă grijă de liderii care se țin la adăpost, în spatele roții lui, astfel încât să poată țâșni la momentul oportun. Ca mulți alții, numărul 141 face parte dintre aceia care pedalează la maximum în toate circumstanțele. De data aceasta, rezultatul nu se lasă așteptat: tânărul său coechipier, Alex Molenaar, a câștigat în clasamentul general. O victorie pe care o simte un pic ca fiind și a lui.



Dans les ascensions, le peloton est constamment sous tension et tous les coureurs se battent pour conserver une place préférentielle au sein du groupe. Un exercice dans lequel le Roumain Serghei Țvetcov – au centre de la photo, lunettes de soleil blanches –, lauréat du Tour de Roumanie en 2018 et qui finira cette édition avec le maillot vert de meilleur grimpeur, est parmi les plus à l'aise.

La urcare, plutonul de cicliști este într-o stare de tensiune permanentă și toți participanții se luptă să ocupe o poziție fruntașă în sânul grupului. O probă la care românul Serghei Țvetcov – în centru, cu ochelari albi, de soare – laureat al Turului României în 2018 și câștigător al tricoului verde pentru cel mai bun cățăărător, se simte în largul lui.



À grand renfort de boissons sucrées, les Colombiens Rodolfo Torres et Félix Barón récupèrent à l'arrivée de la quatrième étape. Dans certaines équipes, on installe les vélos sur des « home-trainers » pour quelques tours de pédales supplémentaires afin d'éliminer l'acide lactique accumulé pendant l'effort.

Grație unui plus de lichide îndulcite, columbienii Rodolfo Torres și Felix Baron se odihnesc la sfârșitul celei de-a patra etape. În unele echipe, bicicletele sunt așezate pe „home-trainers” pentru a permite sportivilor să pedaleze în plus și să diminueze, astfel, nivelul de acid lactic crescut în timpul efortului.

L'étape reine de ce Tour de Roumanie 2019 mène les cyclistes à Piatra Arsă, au cœur des Monts Bucegi. Au programme, une ascension finale de 21,8 kilomètres pour près de 1000 mètres de dénivelé positif.

Etapă principală din acest Tur al României 2019 îi conduce pe cicliști la cabana Piatra Arsă, din inima Bucegilor. În program: o ascensiune finală de 21,8 kilometri, cu o mie de metri diferență de nivel.





La dernière étape est une boucle disputée à Bucarest entre Piața Victoriei et Piața Presei. Avec un passage obligé devant l'Arc de triomphe, qui n'est pas sans rappeler l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées. Le Polonais Stanislaw Aniolkowski s'imposera au sprint à Bucarest. Le peloton boucle les 104 kilomètres du parcours en à peine plus de deux heures, à plus de 50 km/h de moyenne.

Ultima etapă a constat într-un circuit urban organizat la București, pe traseul dintre Piața Victoriei și Piața Presei, cu trecere prin fața Arcului de Triumf, în amintirea Turului Franței de pe Champs-Élysées. Polonezul Stanislaw Aniolkowski a câștigat proba de sprint din București. Plutonul a încheiat parcursul de 104 kilometri în două ore și ceva, pedalând cu o viteză medie de 50 km/h.



Revenu au calendrier de l'Union cycliste internationale (UCI) en 2018, le Tour de Roumanie fait partie des quatre grandes compétitions organisées dans le pays avec le Tour de Sibiu, le Tour du Bihor et le Tour du Pays sicule.

Seize équipes et 101 coureurs d'une quinzaine de nationalités différentes ont pris part à l'édition 2019. Au programme, cinq étapes aux profils variés : Cluj-Sighișoara, Brașov-Focșani, Buzău-Târgoviște, Ploiești-Piatra Arsă, et un circuit final à Bucarest. En termes de notoriété, on est évidemment loin du Tour de France ou du Giro italien mais la course, suivie par la TVR, commence à trouver son public. « Cette année, la compétition a été promue au coefficient 2.1 par l'UCI, ce qui implique que l'on peut accueillir des équipes nationales et des formations continentales * avec des coureurs professionnels », explique Andrei Csiki, organisateur de l'événement, qui travaille également à la création d'un Tour de Brașov. « En organisant davantage de compétitions, je pense que les gens vont s'intéresser au cyclisme, aux coureurs, à l'aspect tactique. Il faut faire comprendre au public que ce sport va au-delà du simple fait de pédaler. »

Avec plus de 700 licenciés cette année – contre 150 en 2013 –, la pratique du cyclisme en club s'envole en Roumanie. Mais elle part aussi de loin... La faute à un ennemi bien connu : la voiture. Un obstacle déterminant pour développer le cyclisme à grande échelle, selon Viorel Grosu et Mihai Rusu, directeurs sportifs de l'équipe nationale de Roumanie : « On a une grande tradition cycliste en Roumanie, mais pour l'entraînement, on est obligés d'avoir un véhicule qui reste derrière les coureurs afin de les protéger du trafic intense et des chauffards. Pour nos cyclistes professionnels, il est beaucoup plus facile de s'entraîner en France ou aux Etats-Unis. »

S.M.

* Les équipes continentales constituent la troisième division du cyclisme mondial, après les circuits World Tour et Continental Pro.

Reintrodus în calendarul Uniunii cicliste internațională (UCI) în 2018, Turul României este, alături de Turul Sibiului, Turul Bihorului și Turul Ținutului Secuiesc, una din cele patru mari competiții organizate în țară. 16 echipe în total, cu 101 cicliști din cincisprezece țări, au participat la ediția din 2019. Competiția a cuprins cinci etape cu profil diferit: Cluj-Sighișoara, Brașov-Focșani, Buzău-Târgoviște, Ploiești-Piatra Arsă și un circuit final, la București. Chiar dacă nu a atins notorietatea Turului Franței sau pe cea a Giro din Italia, cursa din România, transmisă de televiziunea publică, a început să facă audiență. „Anul acesta, competiția a fost cotate cu coeficientul 2.1 de către UCI ceea ce ne permite să primim la start echipe naționale și continentale* formate din cicliști profesioniști”, spune Andrei Csiki, organizatorul evenimentului care încearcă să pună pe picioare și un Tur al Brașovului. „Cu cât organizăm mai multe competiții, cu atât oamenii vor dori să aflu mai multe despre ciclism, despre sportivi, despre aspectele practice legate de acest sport. Publicul trebuie să înțeleagă că ciclismul înseamnă mai mult decât un simplu pedalat.”

Cu peste 700 de licențe în total, față de 150 câte erau în 2013 – cluburile de ciclism din România fac din ce în ce mai mulți adepți. Totuși, drumul se anunță lung. Explicația se datorează unui dușman arhicunoscut: mașina. Un obstacol care blochează practicarea ciclismului la scară largă, după cum afirmă Viorel Grosu și Mihai Rusu, directori sportivi ai echipei naționale a României. „Țara noastră are o lungă tradiție ciclistă, dar ca să putem să ne antrenăm, suntem obligați să avem un vehicul care să meargă în spatele cicliștilor și să-i protejeze de traficul intens și de șoferi. Așa că, cicliștii noștri profesioniști preferă să se antreneze în Franța sau în Statele Unite.”

S.M.

* Echipele continentale reprezintă, după circuitele World Tour și Pro Continentale, a treia divizie a ciclismului mondial.

Vous trouverez toutes les informations pour l'achat de photos **page 90**.

Détaili despre modalitatea de achiziționare a acestei fotografii, găsiți la **pagina 90**.



ENTRETIEN AVEC

CRISTIAN DIACONESCU

ANCIEN MINISTRE ROUMAIN
DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Interviu cu Cristian Diaconescu, fost ministru român
al Justiției și al Afacerilor Externe*

Propos recueillis par / A consemnat: Benjamin Ribout
Photo / Foto: Mihai Barbu

Regard : Comment voyez-vous l'avenir de l'OTAN *, organisation récemment critiquée par certains pays membres ?

Cristian Diaconescu : Je pense que l'OTAN continuera à jouer un rôle majeur en matière de sécurité et de stabilité dans l'espace nord-atlantique ainsi qu'au niveau global. Il est vrai que le processus décisionnel de l'organisation a pâti de la préférence, manifestée par certains, pour un dialogue bilatéral au détriment du cadre multilatéral. Mais il ne faut pas oublier non plus que la perception d'insécurité diffère au sein de l'alliance. En Europe centrale et en Europe de l'ouest, les craintes vis-à-vis des migrations et du terrorisme sont plus importantes qu'elles ne le sont dans les pays allant de la Baltique à la mer Noire. De leur côté, ces pays essaient plutôt de rendre prioritaires les menaces provenant de l'est. Il y a des différences, et c'est pourquoi il est fondamental d'être plus solidaire. Le nord de l'Europe possède un sens de la solidarité plus développé que dans notre région lorsqu'il s'agit de risques ou de menaces directes. Ce qui lui permet d'être plus soutenu en retour, car les grandes puissances favorisent les projets politico-militaires impliquant toute une région. Nous devons donc rapidement créer une unité régionale en matière de sécurité. L'inaction génère faiblesse et vulnérabilité, nous devrions tous utiliser l'OTAN. Pourquoi s'en servir uniquement pour nos intérêts nationaux et laisser nos voisins sous le spectre des mêmes menaces ? Je crois qu'il y a des choses à changer dans le fonctionnement décisionnel de l'OTAN, mais aussi dans la manière dont on la perçoit.

Que fait la Roumanie de l'OTAN et inversement ?

La Roumanie est soutenue, par exemple avec la base militaire de Kolgăniceanu, mais elle pourrait l'être davantage. Nous devons en retour montrer de la stabilité en matière de politique interne afin de ne pas éloigner nos partenaires. À mon sens, nos dirigeants devraient faire preuve de plus de sagesse pour que la stabilité et la sécurité régionale priment. Regardez les États-Unis où le président Trump a tendance à n'en faire qu'à sa tête, force est de constater que la séparation des pouvoirs fonctionne, et que lorsqu'un État possède un système institutionnel cohérent, celui qui est au pouvoir n'a pas tous les droits. Autre facteur essentiel à l'heure où la région est fragilisée et que la coopération régionale pour combattre les risques est faible : nous devons conserver des relations égales avec nos partenaires européens et américain. D'autant que les équilibres en matière de sécurité dans la mer Noire ont changé suite à l'évolution récente de la Turquie. Par ailleurs, vu la taille de notre pays, il nous revient de proposer un projet en commun avec Sofia, Athènes et Budapest. À ce titre, j'attends notamment du président Macron qu'il manifeste une forme de proximité et de préférence à l'égard de la Roumanie afin d'encourager notre pays à devenir une nation tête de proue dans la région assumant une position courageuse en matière de sécurité. Notre plus grand danger serait de nous auto-isoler. Or, la Roumanie peut malheureusement y parvenir par la faute de politiciens qui ne comprennent pas ce que signifient les intérêts nationaux.

Estimez-vous envisageable une fin prochaine du conflit en Ukraine ?

* L'Organisation du traité de l'atlantique nord est une alliance politico-militaire de sécurité collective créée en 1949. Elle comprend aujourd'hui 29 pays membres.

Nous avons assisté en 2014 à la première modification de frontières entre l'Atlantique et l'Oural depuis la signature du traité d'Helsinki de 1975. Tout cela est complexe, et je ne sais pas dans quelle mesure le nouveau gouvernement ukrainien dispose d'une vision quant à ses relations avec la Fédération de Russie. Je ne suis pas certain non plus que Kiev soit disposé à mettre en place l'accord passé au sein du Format Normandie, regroupant l'Allemagne, la France, l'Ukraine et la Russie. Et je ne vois pas ce que les Européens peuvent faire de plus sur le plan politico-diplomatique. Les sanctions décidées par la communauté internationale à l'égard de la Russie sont utiles, même si elles se prolongent tous les six mois, ce qui montre que la situation stagne. Pour la Roumanie, l'Ukraine doit être la priorité en matière de politique externe, car nous avons tout intérêt à ce que notre plus grand voisin à l'est redeviennne stable. Nous devons également changer nos relations avec ce pays. Au fil des années, nos contacts avec Kiev se sont focalisés sur des sujets polémiques, notamment les minorités ethniques, au détriment des questions de sécurité régionale. Et lorsque l'Ukraine a constaté en 2014 qu'elle avait besoin de partenaires régionaux afin de mobiliser les grands acteurs européens et euro-atlantiques, il était trop tard. Raison pour laquelle, encore une fois, la Roumanie a besoin d'un projet régional pro actif. Nous devons dépasser nos différends et nous entendre sur les questions fondamentales. La Roumanie ne s'est quasiment jamais impliquée dans des projets régionaux importants axés sur la sécurité.

Toujours à l'est, quel avenir pour la République de Moldavie ?

Selon moi, il s'agit d'un sujet extrêmement préoccupant car nous partageons avec ce pays un espace identitaire commun. Je voudrais donc voir une Roumanie davantage impliquée, non pas de manière interventionniste mais en premier lieu économiquement. Nos investissements en Moldavie sont trop faibles. Prenez le gaz... Une fois parvenu à la frontière, il est aberrant de se rendre compte que la pression est différente entre les deux pays. Si notre gaz pouvait s'acheminer jusqu'à Chișinău – la capitale de la République de Moldavie, ndlr – et alimenter au passage quelques villages moldaves, l'image de la Roumanie serait différente chez nos voisins. La chance de modernisation de la Moldavie, certains disent même de survie, est en Europe. D'un autre côté, le manque de clarté de la part de Chișinău est déconcertant. La Roumanie doit faire plus pour ancrer ce pays dans une logique européenne. Cela passe par des projets d'investissements et contribuer au renforcement des valeurs européennes dans la société moldave. Il est positif d'y envoyer des autobus scolaires de temps en temps, mais c'est loin d'être suffisant. Les relations économiques et une vraie disponibilité des deux côtés génèrent de la confiance mutuelle, ce qui peut aider à faire pencher la balance en faveur de l'Europe.

Que vous inspirent les régimes populistes qui émergent un peu partout ?

Rien de bon. Nous avons expérimenté l'autoritarisme dans notre pays et en éprouvons un dégoût viscéral. C'est bien la raison pour laquelle ces

mouvements antisystèmes ne prennent pas chez nous. Certes, nous assistons à une crise de confiance à l'égard des institutions européennes. Les gens critiquent les 30 000 fonctionnaires bruxellois en disant qu'ils ne représentent personne, alors qu'ils décident pour les parlements nationaux. Les Européens veulent du changement, d'où la chute des partis traditionnels, mais dans le même temps les partis souverainistes n'ont pas su créer une masse critique. Vous remarquerez aussi que lorsque les extrêmes parviennent au pouvoir en Italie, en Pologne ou ailleurs, leur message change. À tel point qu'on peut se demander ce qu'ils pensent réellement. Madame le Pen n'est plus aussi anti-européenne, désormais elle nuance. Il est certain que le Brexit a fait un mal fou aux souverainistes, les gens ont réalisé d'un coup ce qu'impliquait une sortie de l'Union. Sans oublier que les groupes souverainistes ne s'entendent pas entre eux et sont aujourd'hui séparés au parlement européen.

Qu'avez-vous pensé des propos récents de la nouvelle présidente de la Commission européenne qui parle de « protéger la civilisation européenne » ?

S'il s'agit de protéger ce qui est positif et historique, dans le sens de vérifié historiquement, cela ne me pose pas de problèmes. Mais le diable se cache dans les détails. Dans le contexte actuel, cette déclaration implique moins de mobiliser les Européens pour des valeurs que de se protéger contre les autres. Personnellement, je suis opposé aux murs et aux barbelés, car je sais qu'ils ne résolvent rien. Je suis par contre favorable à la coopération entre des États attaqués par des individus ou des groupes divers. Mais le fait que le cloisonnement semble être la seule réponse envisagée est inquiétant. Le président Macron disait à propos de l'immigration illégale que l'UE devrait identifier des points sensibles pour gérer le phénomène à la source. Rien n'a été fait dans ce sens. L'UE dispose de suffisamment de ressources pour limiter le trafic d'êtres humains, utilisons-les au maximum.

Nous avons la Convention de Dublin pour gérer l'entrée des migrants et ceux qui invoquent le droit d'asile. C'est très bien, mais il faut aussi soutenir l'Italie et la Grèce, ce sont eux les plus exposés. Il y a des signes préoccupants en Turquie aussi, dialoguons avec ce pays. L'UE est non seulement la deuxième puissance mondiale mais aussi le partenaire idéal pour n'importe quel État au monde. Les phénomènes migratoires devraient pouvoir être gérés vu nos moyens politiques, économiques et sécuritaires. Notre incapacité à y parvenir génère de la suspicion, les gens s'attendent à une réponse européenne, faute de quoi nous sommes exposés à des réponses nationales, par nature différentes. Je suis convaincu que Madame Merkel – la chancelière allemande, ndlr – s'attendait à ce que dans le corridor balkanique, les pays membres de l'espace Schengen s'occupent d'un certain nombre de migrants sur leur territoire. Au lieu de cela, ils n'ont fait que les mettre dans des trains en partance pour la Bavière.

Regard: Cum vedeți viitorul NATO *, organizație criticată recent de unele țări membre?

Cristian Diaconescu: Cred că NATO va continua să joace un rol important în ceea ce privește securitatea și stabilitatea atât în spațiul nord-atlantic, cât și la nivel global. Este adevărat că procesul decizional la nivelul organizației a avut de suferit din cauza preferinței anumitor țări pentru dialogul bilateral în detrimentul cadrului multilateral. Nu trebuie să uităm, însă, că percepția insecurității diferă de la membru la membru, în cadrul alianței. În Europa Centrală și

în Europa Occidentală, temerile față de migrație și terorism sunt mult mai accentuate decât în țările aflate între Marea Baltică și Marea Neagră. Acestea din urmă încearcă mai degrabă să împingă în prim-plan amenințările venite din est. Există diferențe de abordare și, de aceea, este fundamental să fim mai solidari. Nordul Europei are un simț al solidarității mult mai puternic decât regiunea noastră, atunci când este vorba despre riscuri sau amenințări directe. Aceasta îi permite să beneficieze de mai multă susținere, deoarece marile puteri favorizează proiectele politico-militare care implică o regiune întreagă. Trebuie, așadar, să creăm rapid o unitate regională cu

competențe în domeniul securității. Inacțiunea generează slăbiciune și vulnerabilitate, și ar trebui ca noi toți să beneficiem de NATO. De ce să utilizăm alianța doar pentru propriile noastre interese naționale și să permitem aceluiași amenințări să planeze asupra vecinilor noștri? Cred că sunt lucruri care trebuie schimbate și la nivelul decizional al NATO, dar și în privința percepției alianței.

Cum este întrebuințată NATO de către România și reciproc?

România este susținută, spre exemplu, prin baza militară de la Kolgăniceanu, dar este loc de mai

* Organizația Tratatului Atlanticului de Nord este o alianță politico-militară de securitate colectivă înființată în 1949. Ea se compune, în prezent, din 29 de țări membre.

Vorbești românește?



Da!
Bien sûr !

COURS DE ROUMAIN
octobre – décembre 2019

Inscriptions
0374 125 209 | 0374 125 224
inscri@institutfrancais.ro

Programme du Service des Inscriptions : lundi - jeudi | 12h00 – 18h00

bine. În schimb, ar trebui să arătăm mai multă stabilitate în politica internă, pentru ca partenerii noștri să nu se îndepărteze. După părerea mea, este nevoie ca cei care ne conduc să dea dovadă de mai multă înțelepciune pentru a face să primeze stabilitatea și securitatea regională. Uitați-vă la Statele-Unite, unde președintele Trump are tendința de a face doar ce i se pare lui că e mai bine – constatăm că separația puterilor funcționează și că, atunci când un stat are un sistem instituțional coerent, persoana aflată la putere nu are chiar toate drepturile. Iată și un alt factor esențial în acest moment în care zona noastră este fragilizată, iar colaborarea regională pentru combaterea riscurilor este slabă: trebuie să păstrăm o relație egală cu partenerii noștri europeni, pe de o parte, și americani, pe de altă parte. Aceasta cu atât mai mult cu cât echilibrele de securitate în bazinul Mării Negre s-au schimbat, în urma recentelor evoluții din Turcia. Totodată, având în vedere mărimea țării noastre, avem datoria să propunem un proiect de securitate comun, împreună cu Sofia, Atena și Budapesta. În acest sens, aștept mai ales din partea președintelui Macron să manifeste o anumită formă de proximitate și de preferință față de România, tocmai pentru a încuraja țara noastră să joace un rol principal în regiunea sa și să adopte o poziție curajoasă în planul securității. Cel mai mare pericol care ne paște

este acela de a ne auto-izola. Or, România ar putea ajunge într-o asemenea situație din cauza politicianilor care nu înțeleg ce înseamnă interesele naționale.

Considerați că putem avansa ideea unui sfârșit apropiat al conflictului din Ucraina?

În 2014, am asistat la prima modificare a frontierelor între Atlantic și Urali, de la semnarea Tratatului de la Helsinki, în 1975. Întreaga situație este complexă și nu știu în ce măsură noul guvern ucrainean are o viziune asupra relațiilor sale cu Federația Rusă. De asemenea, nu sunt sigur că regimul de la Kiev este dispus să aplice acordul convenit în cadrul Formatului Normandia, care reunește Germania, Franța, Ucraina și Rusia. Pe de altă parte, nu văd ce anume ar putea face europenii în plus, în plan politico-diplomatic. Sancțiunile decise de comunitatea internațională împotriva Rusiei sunt utile, chiar dacă sunt prelungite la fiecare șase luni, ceea ce ne arată că situația nu evoluează. Pentru România, Ucraina trebuie să fie prioritatea politicii externe, pentru că avem tot interesul ca cel mai mare vecin al nostru din est să redevină stabil. Trebuie, de asemenea, să ne schimbăm relațiile cu această țară. Pe parcursul timpului, contactele noastre cu Kievul s-au concentrat pe subiecte polemice, precum minoritățile etnice, în detrimentul

chestiunilor de securitate regională. Iar când Ucraina a constatat, în 2014, că avea nevoie de parteneri regionali pentru a-i mobiliza pe marii actori europeni și euro-atlantici, era prea târziu. Acesta este un motiv pentru care, repet, România are nevoie de un proiect regional proactiv. Trebuie să ne depășim diferențele și să ajungem la un acord pe problemele fundamentale. România nu s-a implicat aproape niciodată în proiecte regionale importante, axate pe securitate.

Rămânem în est, ce viitor estimați pentru Republica Moldova?

În opinia mea, este vorba despre un subiect deosebit de preocupant deoarece împărțim cu această țară un spațiu identitar comun. Mi-aș dori să văd o Românie care se implică mai mult, nu într-un mod intervenționist, ci mai ales din punct de vedere economic. Investițiile noastre în Moldova sunt mult prea mici. Să vorbim despre gaz... Odată ajuns la frontieră, situația devine aberantă când constăți că presiunea e diferită între cele două țări. Dacă gazul care ne este destinat ar putea ajunge până la Chișinău – capitala Republicii Moldova, n.red. – și ar alimenta, în drum, și câteva sate moldovenești, alta ar fi imaginea României la vecinii noștri. Șansa modernizării Moldovei, unii vorbesc chiar de supraviețuirea ei, este Europa. Pe de altă

parte, lipsa de claritate a pozițiilor Chișinăului este deconcertantă. România trebuie să facă mai mult pentru ca această țară să se ancoreze într-o logică europeană. Iar aceasta se poate face prin proiecte de investiții și prin consolidarea valorilor europene în societatea moldovenească. E un lucru pozitiv că mai trimitem acolo autobuze școlare, din când în când, dar e departe de a fi suficient. Relațiile economice și o adevărată deschidere de ambele părți vor conduce la încredere reciprocă, ceea ce ar putea înclina balanța în favoarea Europei.

Ce vă inspiră regimurile populiste care apar oarecum peste tot în lume?

Nimic bun. În țara noastră, am experimentat autoritarismul și avem o aversiune viscerală față de el. Acesta este, de altfel, motivul pentru care aceste mișcări anti-sistem nu prind la noi. Desigur, asistăm la o criză a încrederii în instituțiile europene. Oamenii îi critică pe cei 30 000 de funcționari de la Bruxelles, afirmând că aceștia nu reprezintă pe nimeni, dar că ei decid în locul parlamentelor naționale. Europenii vor schimbare, de unde și scăderea partidelor tradiționale, dar, în același timp, partidele suveraniste nu au reușit să creeze o masă critică. Veți remarca, totodată, că atunci când extremele ajung la putere în Italia, Polonia sau

în alte locuri, mesajul lor se schimbă. În așa fel încât ne putem întreba ce anume gândesc ele în mod real. Doamna le Pen nu mai este atât de anti-europeană, acum ea își nuanțează poziția mai mult. E clar că Brexit-ul a făcut un rău enorm suveraniștilor, deoarece oamenii au realizat ce implică ieșirea din Uniune. Să nu uităm nici că grupurile suveraniste nu se înțeleg între ele și că sunt acum separate în Parlamentul European.

Cum ați perceput recenta luare de poziție a noii președinte a Comisiei Europene care a vorbit de „apărarea civilizației europene”?

Dacă este vorba despre apărarea a tot ce este pozitiv și istoric, în sensul unor fapte verificate din punct de vedere istoric, atunci nu am niciun fel de problemă. Doar că diavolul se ascunde în detalii. În contextul actual, această declarație îi face pe europeni nu atât să se mobilizeze în favoarea anumitor valori, cât să se protejeze în fața altora. Personal, sunt împotriva zidurilor și a sârmei ghimpate, pentru că știu că ele nu rezolvă nimic. Mă pronunț, în schimb, în favoarea cooperării statelor atacate de indivizi sau de diverse grupuri. Însă, mi se pare îngrijorător că izolarea pare a fi singurul răspuns găsit la această problemă. Apropos de migrația ilegală, președintele Macron spunea că UE are trebui să

identifice punctele sensibile pentru a gestiona fenomenul chiar la sursă. Nu s-a făcut nimic în acest sens. UE dispune de suficiente resurse pentru a limita traficul de ființe umane, să le utilizăm așadar la maximum.

Avem Convenția de la Dublin care reglementează intrarea imigranților și a celor care invocă dreptul de azil. E foarte bine, dar trebuie să susținem Italia și Grecia, care sunt cele mai expuse. Sunt semne îngrijorătoare și în Turcia, este necesar să dialogăm cu această țară. UE nu e doar a doua putere mondială, ci și partenerul ideal pentru orice stat din lume. Fenomenul migrației ar trebui să poată fi gestionat având în vedere mijloacele politice, economice și de securitate pe care le avem la dispoziție. Incapacitatea noastră de a o face provoacă suspiciune, oamenii se așteaptă la un răspuns european, în lipsa căruia ne expunem unor răspunsuri naționale, diferite prin definiție. Sunt convins că doamna Merkel – cancelarul german, n.red. – se aștepta ca, în coridorul balcanic, țările membre ale Spațiului Schengen să se ocupe de un număr oarecare de imigranți direct pe teritoriul lor. În loc de asta, statele respective nu au făcut altceva decât să-i urce în trenuri cu destinația Bavaria.





LIBERTÉ • ÉGALITÉ • ACTUALITÉ

FRANCE 24

Regardez France 24 en français sur Telekom Romania, UPC et Orange.



L'urgence de changer de cap

Lors du précédent numéro de *Regard*, cette chronique proposait quelques recommandations afin que l'économie roumaine poursuive sa croissance de façon saine. Mais l'heure tourne, et les prévisions ne sont pas rassurantes.

« *Nous sommes dans une situation très vulnérable* », soutient Dan Bucșa, économiste en chef pour Unicredit à Londres et responsable de la région Europe du sud-est. Il estime que les Roumains consomment trop par rapport à ce qu'ils produisent, et l'État ne réussit pas à collecter les taxes de façon satisfaisante. Selon lui, le pays serait complètement incapable de gérer une crise d'ampleur similaire à celle de 2007-2008.

« *Les politiques trop généreuses de ces quatre dernières années, notamment l'augmentation des salaires, ont de fait freiné l'économie. Même si les places externes devraient continuer à maintenir une attitude plutôt clémente vis-à-vis de la Roumanie, le déficit budgétaire ne va cesser de croître, désobéissant aux paramètres européens. Et le secteur industriel, déjà faible, n'est pas aidé par le coup de mou de la croissance à l'ouest, notamment en Allemagne. Ce qui provoquera une baisse du profit des entreprises, avec de multiples conséquences sur l'économie dans son ensemble : consommation ralentie, collecte d'impôts encore plus réduite, etc.* », explique Horia Braun, économiste en chef à la BCR. Il pointe surtout du doigt la radicalité des dépenses publiques, qui ont augmenté de 15% en 2019.

Début octobre, le président du Conseil fiscal Ionuț Dumitru confirmait que « *l'industrie [était] en récession, avec deux trimestres consécutifs de baisse d'activité* ». Il a par ailleurs indiqué que si les investissements avaient connu une légère hausse, ceux-ci concernaient surtout le secteur de la construction, par nature un domaine plus spéculatif que productif.

À cela s'ajoute une tendance générale peu souhaitable pour le pays : la relaxation monétaire qui suppose, entre autres, de financer les dépenses budgétaires en faisant fonctionner la planche à billets. Si des économies fortes avec une monnaie de référence sur le plan mondial peuvent éventuellement se le permettre, ce n'est pas le cas de la Roumanie. L'inflation est en hausse, et la valeur du Leu baisse de façon « stable ». Certes, après les attaques subies au début de l'année – pression pour rapatrier des réserves d'or, taxation excessive des actifs bancaires –, la Banque centrale semble avoir recouvré son indépendance. Mais en cette période d'élections, et vu les besoins du secteur public, le risque de nouveaux excès est toujours présent.

Début octobre, le gouverneur de la Banque nationale de Roumanie (BNR), Mugur Isărescu, déclarait qu'« *une politique monétaire restrictive ne peut pas résoudre n'importe quel dérapage fiscal. À un moment donné, nous risquerions de faire plus de mal que de bien, et nous y sommes très attentifs. Les ajustements doivent venir de la partie fiscale, mais ni moi ni les membres du comité d'administration de la BNR sommes des rêveurs ; nous savons que nous sommes en période électorale* ».

Un constat partagé par Horia Braun, qui ajoute que « *sans conditions administratives, légales et fiscales optimales, le secteur privé aura beaucoup de mal à redevenir productif* ».

CRONICA lui Dan Popa

Urgența schimbării de direcție

În numărul precedent al *Regard*, această cronică propunea câteva recomandări pentru o creștere sănătoasă a economiei românești. Numai că, odată cu trecerea timpului, previziunile devin îngrijorătoare.

„*Ne aflăm într-o situație foarte vulnerabilă*”, susține Dan Bucșa, economistul șef al băncii Unicredit de la Londra și responsabil regional pentru Europa de sud-est. El consideră că românii consumă mult prea mult față de cât produc și că Statul nu reușește să realizeze o colectare satisfăcătoare a taxelor. În opinia sa, țara ar fi complet incapabilă să gestioneze o criză de amploarea celei din 2007-2008.

„*În realitate, politicile publice mult prea generoase din ultimii patru ani, în special creșterea salariilor, au frânat economia. Chiar dacă piețele externe ar trebui să păstreze o atitudine mai degrabă binevoitoare față de România, deficitul bugetar nu va înceta să crească, ignorând indicatorii europeni. De asemenea, sectorul industrial, deja fragil, nu este ajutat de încetinirea creșterii economice în vestul continentului, în special în Germania. Acest lucru va duce la o scădere a profitului companiilor, cu numeroase consecințe asupra întregii economii: scăderea consumului, o colectare și mai slabă a taxelor și impozitelor etc.*”, explică Horia Braun, economistul șef al BCR. El subliniază mai ales pericolul cheltuielilor publice, care au crescut cu 15% în 2019.

La începutul lunii octombrie, președintele Consiliului fiscal, Ionuț Dumitru, confirma faptul că „*industria (era) în recesiune, cu două trimestre consecutive*

de scădere a activității”. El mai spunea și că investițiile înregistraseră o ușoară creștere, mai ales în construcții, un sector mai mult speculativ decât productiv, prin însăși natura lui.

La toate acestea se adaugă o tendință generală, nu tocmai de dorit, indiferent de țară, și anume relaxarea monetară, ce presupune, printre altele, finanțarea cheltuielilor bugetare prin punerea în funcțiune a tiparniței de bani. Dacă economiile puternice, cu o monedă de referință pe plan mondial, își pot permite acest lucru, România nu este în aceeași situație. Inflația crește, iar valoarea Leului scade în mod „stabil”. Sigur că, după atacurile care au vizat-o la începutul acestui an – presiunea referitoare la repatrierea rezervei de aur sau taxarea excesivă a activelor bancare –, Banca centrală pare să-și fi regăsit independența. Dar în plină perioadă electorală, la care se adaugă și nevoile sectorului public, riscul de producere a unor noi excese rămâne prezent.

La începutul lunii octombrie, guvernatorul Băncii Naționale a României (BNR), Mugur Isărescu, declara că: „*... Nu orice derapaj fiscal poate fi combătut de o politică monetară întărită. De la un moment încolo, riscăm să facem mai mult rău decât bine și suntem foarte atenți la acest lucru. Ajustările trebuie să vină pe partea fiscală, dar nici eu și nici membrii consiliului de administrație al BNR nu suntem visători; știm că suntem în ani electorali.*”

O constatare împărtășită de Horia Braun, care adaugă: „*În absența unor condiții administrative, legale și fiscale optime, sectorului privat îi va fi foarte greu să redevină productiv.*”

RRI Spécial

Avec
Ileana Țăroi

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rr.ro - canal 2

Radio
România
Internațional

10 ANI!

#Groupama10

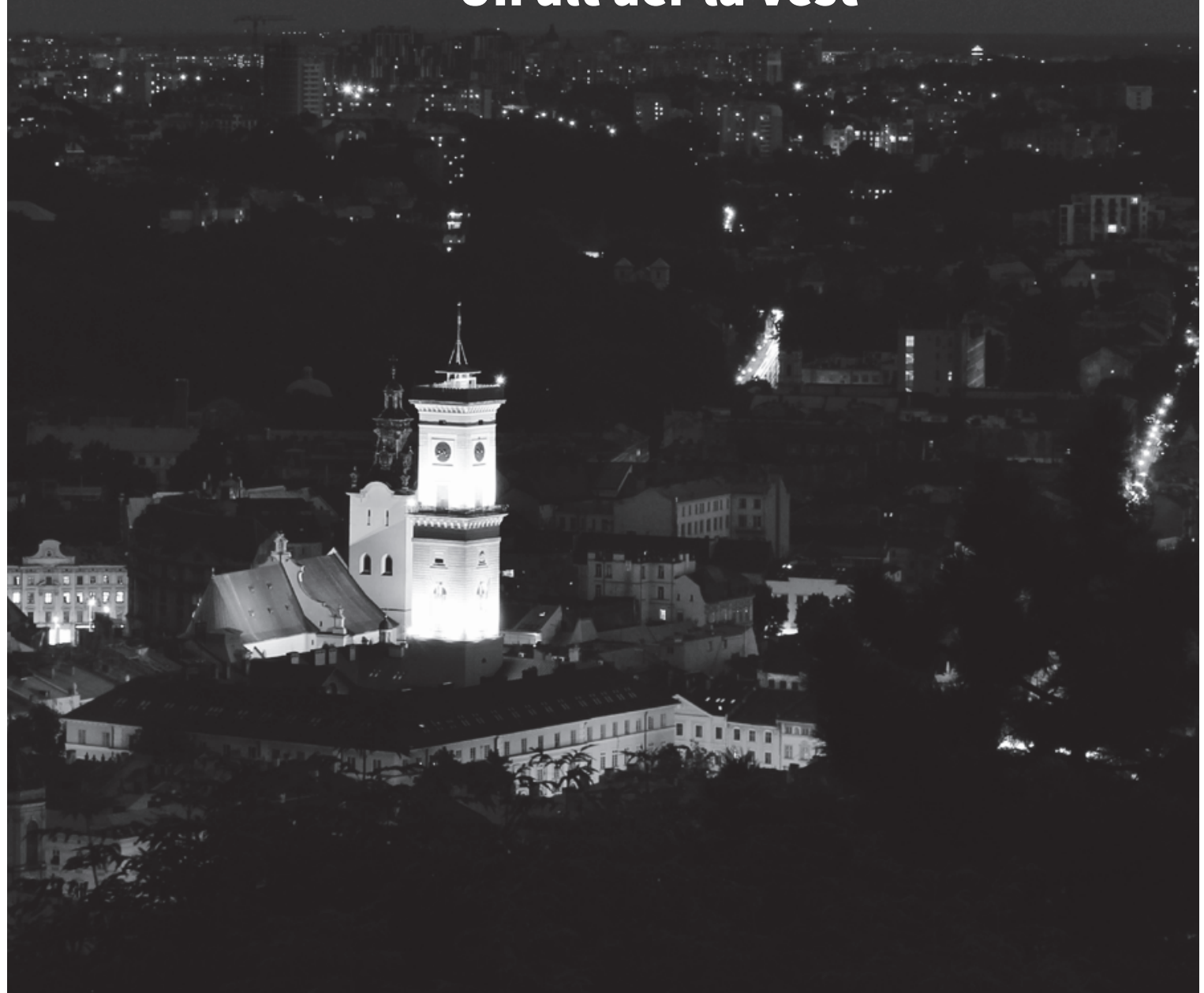
Avem nenumărate motive de mândrie.
De anul acesta, avem încă 10 - anii de când asigurăm continuitatea planurilor tale.

Groupama

Asigurări



Un autre air
à l'ouest
Un alt aer la vest



À tout juste soixante-dix kilomètres de la frontière polonaise, la ville de Lviv a toujours été au croisement de grandes routes commerciales. Avec ses 720 000 habitants, elle est la troisième agglomération d'Ukraine. Occupée dès le 6ème siècle par des tribus slaves, puis ballotée entre l'Empire austro-hongrois, la Pologne, l'Ukraine et l'ex-Union soviétique, la cité a changé huit fois de nationalité au cours du 20ème siècle. De cette histoire aussi riche que mouvementée, elle a hérité d'un patrimoine architectural hors du commun, comprenant entre autres cent-vingt églises de confessions diverses, et une place centrale parmi les plus belles et les mieux conservées d'Europe de l'est. Son centre historique est d'ailleurs classé sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1998. Très fréquentée par les touristes polonais qui la connaissent sous le nom de *Lwów*, Lviv entretient sa double identité. À l'entrée des restaurants, il n'est pas rare que les étrangers se voient proposer un menu en polonais. Pour autant, elle reste l'un des principaux bastions de la culture ukrainienne, où l'on défend la langue locale avec vigueur. Ses rues piétonnes et ses très nombreux cafés donnent au centre-ville tout son charme. La preuve en images, un soir, à la fin de l'été dernier.

Așezat la exact șaizeci de kilometri de frontiera cu Polonia, orașul Lvov s-a aflat mereu la întretăierea unor mari rute comerciale. Cu o populație de 720 000 de locuitori, Lvov este a treia mare aglomerație urbană din Ucraina. Ocupată de triburi slave încă din secolul al VI-lea, pentru ca mai târziu să penduleze între Imperiul Austro-Ungar, Polonia, Ucraina și fosta Uniune Sovietică, așezarea și-a schimbat de opt ori apartenența națională de-a lungul secolului al XX-lea. Această istorie, pe cât de bogată pe atât de frământată, i-a lăsat drept moștenire un patrimoniu arhitectural excepțional, ce cuprinde, printre altele, o sută douăzeci de biserici de confesiuni diferite și o piață centrală ce se numără printre cele mai frumoase și mai bine conservate din Europa de Est. De altfel, în 1998, centrul istoric al orașului a fost inclus pe lista patrimoniului mondial al UNESCO. Destinație preferată a turiștilor polonezi, care îl cunosc sub numele de *Lwów*, Lvovul joacă cartea dublei sale identități. Restaurantele îi întâmpină adesea pe clienții străini cu meniuri scrise în limba polonă. Cu toate acestea, orașul rămâne unul din principalele bastioane ale culturii ucrainene, unde localnicii își apără cu tărie propria limbă. Străzile pietonale și numeroasele cafenele dau un farmec aparte centrului orașului. Stau mărturie fotografiile făcute într-o seară de la sfârșitul verii trecute.

Texte et photos / Text și foto: Sylvain Moreau









Si dans les villes de l'ouest ukrainien comme Lviv le quotidien semble plutôt paisible, l'ensemble du pays reste sous tension. Indépendante de l'ex-Union soviétique depuis 1991, l'Ukraine éprouve toujours des difficultés à se départir de l'emprise de son voisin russe. À plusieurs reprises, les électeurs ont pourtant confirmé leur désir de prendre leurs distances vis-à-vis de Moscou, coupable à leurs yeux de contrôler les hautes sphères politiques du pays. Mais ni la Révolution orange de novembre 2004, ni les manifestations pro-européennes de « l'Euromaïdan » de novembre 2013 à février 2014 – conclues par la fuite et la destitution du président Viktor Ianoukovytch – n'auront permis de stabiliser la situation politique de l'Ukraine.

Aux injonctions de Kiev et à une moitié ouest du pays tournée vers l'Union européenne, l'est russophile répondra en clamant son lien fort avec la Russie. En résultera un référendum non reconnu par la communauté internationale qui validera le rattachement de la Crimée à la Russie au printemps 2014, tandis que « l'Union des républiques populaires » de Donetsk et Lougansk sera proclamée sur la frontière orientale. Depuis, un conflit larvé ayant fait près de 13 000 victimes déchire le pays. Mais l'élection surprise, en avril dernier, de l'acteur Volodymyr Zelensky à la présidence de l'Ukraine semble donner un nouvel élan.

Dans le sillage d'un Vitali Klitschko devenu maire de Kiev après avoir dominé le monde de la boxe, le profil du nouveau chef de l'État détonne. Après avoir choisi de faire campagne sur les réseaux sociaux plutôt que dans les médias traditionnels, Volodymyr Zelensky a volontiers entretenu la confusion entre humour et véritables annonces politiques. Et à 41 ans, son inexpérience politique ne semble pas l'effrayer outre mesure. En août, il a d'ailleurs nommé Oleksi Hontcharouk, de six ans son cadet, au poste de Premier ministre.

En créant la première cour anticorruption de l'histoire ukrainienne, en levant l'immunité parlementaire et en adoptant une loi qui permet de destituer le président si nécessaire, la nouvelle administration a d'ores et déjà concrétisé des engagements forts du candidat Zelensky. Surtout, début septembre, l'échange entre l'Ukraine et la Russie de 70 prisonniers – parmi lesquels le cinéaste Oleg Sentsov – a marqué le premier succès de l'ex-comédien sur la scène internationale, et un premier pas vers une hypothétique sortie du conflit. D'un autre côté, début octobre, des dizaines de milliers de manifestants se réunissaient dans le centre de Kiev, inquiets de ces rapprochements avec Moscou qui pourraient sceller l'autonomie des territoires séparatistes pro-russes.

Par ailleurs, si la politique de Volodymyr Zelensky tranche avec celle de ses prédécesseurs, son lien avec Igor Kolomoïski – principal soutien financier de sa campagne – rappelle étrangement celui entretenu par le président Viktor Ianoukovytch (2010-2014) avec Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine.

Ces oligarques, qui ont bâti leur fortune dans les secteurs industriel et bancaire couvent depuis des décennies la classe politique ukrainienne. Leur influence est notamment visible au Parlement, et ils pourraient bien être tentés de profiter d'un président inexpérimenté pour y faire valoir leurs intérêts personnels.

S.M.





Dacă viața de zi cu zi pare liniștită în orașe precum Lvov, din vestul Ucrainei, restul țării trăiește în tensiune. Ucraina, care și-a declarat independența față de fosta Uniune Sovietică în anul 1991, continuă să aibă dificultăți în a ieși de sub influența Rusiei vecine. Electoratul ucrainean a confirmat în repetate rânduri dorința ca țara să se distanțeze de Moscova, despre care crede că deține controlul asupra sferelor înalte ale politicii naționale. Numai că nici Revoluția portocalie din noiembrie 2004 și nici manifestațiile pro-europene din „Euromaidan”, care s-au întins din noiembrie 2013 până în februarie 2014 și s-au încheiat cu fuga și destituirea președintelui Viktor Ianukovici, nu au dus la stabilizarea situației politice din Ucraina. Estul rusofil le-a răspuns afirmându-și sus și tare legătura puternică pe care o are cu Rusia. Rezultatul va constă dintr-un referendum nerecunoscut de comunitatea internațională, dar care va valida alipirea Crimeii la Rusia, în primăvara anului 2014, și din proclamarea, la frontiera orientală, a „Uniunii republicilor populare” Donețk și Lugansk. Alegerea surprinzătoare, în luna aprilie, a actorului Volodimir Zelenski în funcția de președinte al Ucrainei pare că aduce un suflu nou în țară. Urmând exemplul lui Vitali Kliciko, devenit primar al orașului Kiev după ce a dominat lumea boxului, profilul noului șef al statului ucrainean are un potențial exploziv. După ce a ales să-și facă campanie mai degrabă pe rețele de socializare decât prin intermediul mass-media tradiționale, Volodimir Zelenski a întreținut cu bună știință confuzia între umor și anunțuri politice reale. La cei 41 de ani ai săi, lipsa de experiență politică nu pare să-l sperie prea mult. Așa se face că, în luna august, nu a ezitat să-l numească prim-ministru pe Oleksi Gonciaruk, un om cu șase ani mai tânăr.

Noua administrație a pus deja în practică unele angajamente importante ale candidatului Zelenski, cum ar fi crearea primei instanțe anticorupție din istoria Ucrainei, eliminarea imunității parlamentare și adoptarea unei legi care permite destituirea președintelui. Și, mai ales, la începutul lunii septembrie, schimbul între Ucraina și Rusia a 70 de prizonieri, printre care s-a numărat și cineastul Oleg Stențov, schimb ce a reprezentat primul succes al fostului actor pe scena internațională, precum și un prim pas către o ipotetică soluționare a conflictului. Pe de altă parte, la începutul lui octombrie, zeci de mii de manifestanți s-au strâns în centrul Kievului, îngrijorați de toate aceste semne de apropiere față de Moscova, capabile să pecetluiască autonomia teritoriilor separatiste pro-ruse. De asemenea, deși politica dusă de Volodimir Zelenski se deosebește clar de cea a predecesorilor săi, relația sa cu Igor Kolomoisky – principalul susținător financiar al campaniei președintelui – amintește în mod straniu de cea dintre președintele Viktor Ianukovici (2010-2014) și Rinat Ahmetov, cel mai bogat om din Ucraina. Acești oligarhi, care și-au clădit averile pe afaceri în domeniile industrial și bancar, încearcă să cocoloșească, de zeci de ani, clasa politică ucraineană. Influența lor este vizibilă în special în Parlament, și ar putea lesne să fie tentați să profite de un președinte lipsit de experiență pentru a-și promova propriile interese.

S.M.

Vous trouverez toutes les informations pour l'achat de photos **page 90**.

Detalii despre modalitatea de achiziționare a acestei fotografii, găsiți la **pagina 90**.



ENTRETIEN AVEC LA PSYCHOTHÉRAPEUTE ZENOBIA NICULIȚĂ

Interviu cu psihoterapeutul Zenobia Niculiță

Propos recueillis par / A consemnat: Marine Leduc
Photo / Foto: Mihai Barbu

Regard : Quel est votre parcours ?

Zenobia Niculiță : Je suis docteure en sociologie et je termine un doctorat en psychologie. Je travaille comme psychothérapeute depuis cinq ans, avec un intérêt pour la psychologie du pardon et le processus de parentalité.

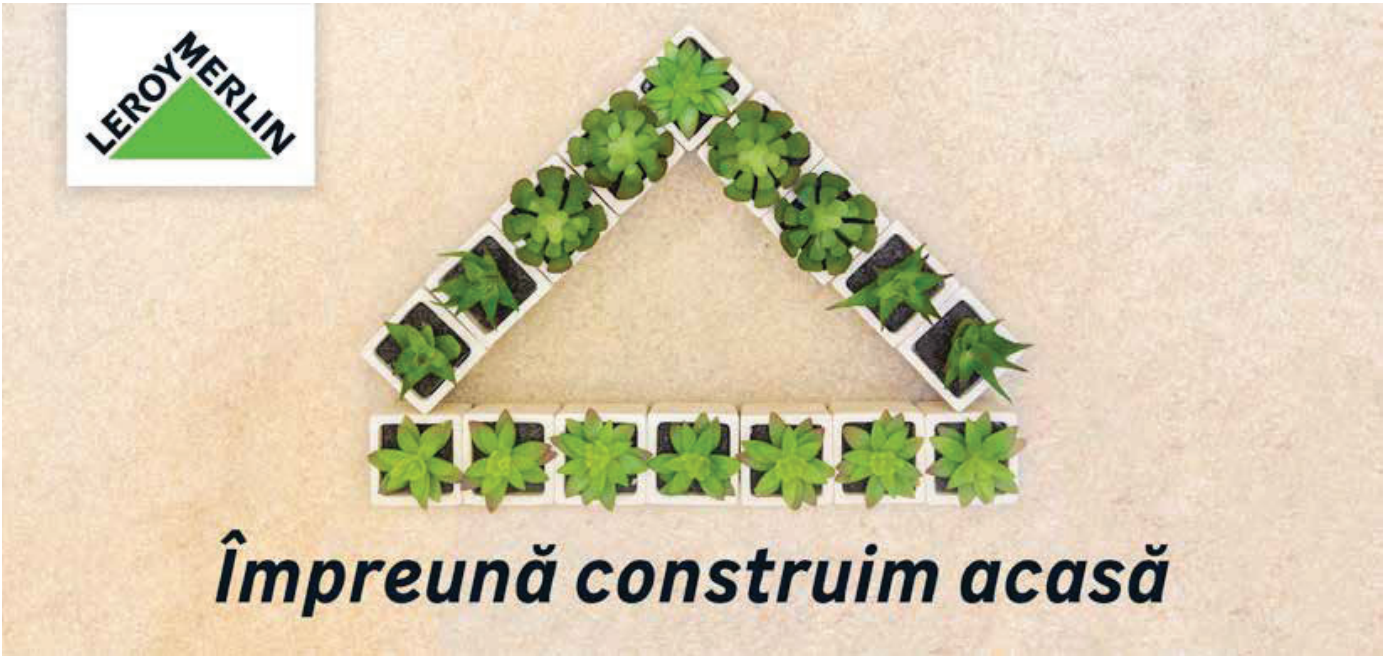
Comment la psychologie est-elle perçue en Roumanie ?

Elle est arrivée tard dans le pays, les communistes ayant fermé le département de psychologie de l'université de Bucarest dans les années 1970. Aujourd'hui, la vision de la psychologie est encore traditionnelle et reste peu acceptée dans la société. Aller voir un thérapeute est mal vu, on l'associe nécessaire-

ment à un dérangement mental. Il y a aussi des raisons économiques ; beaucoup de Roumains ont des difficultés à subvenir à leurs besoins de base, alors suivre une psychothérapie n'est tout simplement pas envisageable.

Plusieurs courants de la psychologie affirment que l'inconscient est en partie modelé par la culture à laquelle on appartient. L'observez-vous dans vos recherches ?

Le psychiatre suisse Carl Gustav Jung a été le premier à parler d'un « inconscient collectif ». D'autres écoles de psychologie ont fait émerger l'idée que les expériences et traumatismes sont transmis de générations en générations. Selon moi, il est clair qu'un composant culturel modèle notre personnalité. Pour



les psychosociologues notamment, il n'existe pas de personnalité de base ou de véritable « soi », nous sommes l'addition de plusieurs rôles sociaux que nous développons tout au long de notre vie. Je suis toujours le « moi » authentique, mais je suis différente en fonction des rôles que je vais adopter. En ce moment, je suis psychologue, mais quand je rentre chez moi, je vais aussi être maman. Certains de ces rôles sont imprégnés par la culture, celle d'un pays. J'ai appris à être citoyenne en Roumanie, cela a nécessairement modelé une partie de ma personnalité.

Existe-t-il des traits communs aux Roumains ?

Plusieurs études ont été réalisées sur la psychologie des Roumains. On peut citer le livre de Dumitru Drăghicescu, *Din psihologia poporului român*, et plus récemment celui de Daniel David *Psihologia poporului român*. Toutes ces études arrivent à la conclusion que les différences entre les gens sont plus importantes que leurs similitudes. Quand on rencontre une personne, on est face à ce qui la rend unique, pas à ce qui fait qu'elle est roumaine. D'autant qu'il existe des mentalités différentes en fonction des régions. Le sud du pays, par exemple, est plus proche des peuples des Balkans.

La population roumaine dans son ensemble ressemble à une personne traumatisée qui cherche à survivre. Les gens sont toujours en alerte (...). C'est ce qu'on appelle « le biais d'attribution hostile » : prêter sans cesse à autrui une intention négative.

Toutefois, la généralisation n'est pas forcément mauvaise ou stéréotypée si elle permet de mieux comprendre pourquoi certaines choses sont arrivées, et qui nous sommes. Il existe des traits communs chez les Roumains, comme une vraie capacité d'adaptation, ou le manque de confiance. Par ailleurs, ils ont tendance à être plus religieux que spirituels, et plus superstitieux que mystiques. Cela signifie qu'ils sont orientés vers la religion en tant que tradition, avec ses rites et ses coutumes, mais qu'ils ne sont pas forcément en recherche spirituelle. Par ailleurs, la population dans son ensemble ressemble à une personne traumatisée qui cherche à survivre. Les gens ne sont pas totalement sortis de ce mode de survie. Ils sont toujours en alerte, prêts à être confrontés au danger, ou à une personne qui va les blesser. C'est ce qu'on appelle le « biais d'attribution hostile » : prêter sans cesse à autrui une intention négative.

Vous avez parlé d'expériences et de traumatismes qui seraient transmis de générations en générations. En Roumanie, on se réfère souvent au communisme. Qu'aurait provoqué cette période sur la personnalité des Roumains ?

Ce fut une période de survie et de méfiance, l'ennemi était potentiellement partout. Cela change inévitablement votre perception du danger et de la sécurité. Cela change aussi votre façon de créer des relations et d'éduquer

vos enfants. Certains parents vont encore avoir ce biais d'intention hostile et dire à leurs enfants qu'ils ne peuvent pas faire confiance aux autres personnes. Aujourd'hui, si les choses sont en train de changer, il n'en reste pas moins que les enfants d'hier sont les parents d'aujourd'hui. Même si cette période de notre histoire est terminée, cela ne veut pas dire qu'on ne la porte plus en nous. Au-delà du sentiment de méfiance, les parents qui ont été enfants pendant la période communiste, privés de biens et de nourriture, vont avoir tendance à tout donner à leur enfant et pour leur enfant. Trouver un équilibre va prendre encore un peu de temps.

Pour Emil Cioran, l'histoire de la Roumanie est le résultat de la psychologie des individus, la personnalité des populations forgerait l'histoire et non le contraire. Existe-t-il des traits psychologiques chez les Roumains qui expliqueraient leur histoire ?

Une idée n'exclut pas l'autre. C'est une causalité circulaire : nous sommes le résultat de l'histoire comme nous forçons l'histoire. La Roumanie a toujours été un territoire où les grandes nations se sont combattues. Les Roumains devaient s'acclimater et survivre, d'où cette grande capacité d'adaptation. Aujourd'hui, des millions de Roumains sont hors du pays, et beaucoup se fondent dans la masse. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'ils ont certaines aptitudes pour les langues. C'est une question de survie, pour être sûr d'avoir accès aux ressources.

Ce phénomène d'émigration est en train de changer le visage du pays. Quelles sont les conséquences psychologiques pour les enfants dont les parents sont partis à l'étranger ?

Ils sont en général élevés par leurs grands-parents ou d'autres membres de la famille. Certains, déjà adolescents, se débrouillent tout seuls. Ces enfants ont un problème d'attachement ; ils ont le sentiment d'avoir été abandonnés. Même si leurs parents subviennent mieux à leurs besoins matériels en envoyant de l'argent, ils vivent et vivront un traumatisme émotionnel, notamment dans les relations amoureuses. En général, ils développent ce qu'on appelle le « style d'attachement évitant », c'est-à-dire qu'ils vont éviter toute connexion avec des partenaires car, pour eux, entrer en lien avec quelqu'un signifie prendre le risque d'être blessé ou abandonné.

Quels autres schémas peut-on retrouver dans les relations parents-enfants ?

Même si les choses changent, la Roumanie est encore une société traditionnelle avec une structure patriarcale, où le père est la figure dominante. Certaines familles dans les zones rurales sont imprégnées d'idées archaïques, du type « l'école n'est pas obligatoire » ou « les enfants sont là pour aider les parents ». En ville, on observe que beaucoup de parents sont surtout intéressés par les performances scolaires, comme s'ils n'éduquaient que des élèves et non leurs propres enfants. Parallèlement, la violence domestique est omniprésente, et il a été démontré qu'elle se transmet de générations en générations. Selon une étude récente de l'ONG Save the Children, plus de 63 % des familles battent leurs enfants en Roumanie. Les conséquences sont désastreuses, ils deviennent eux-mêmes violents ou victimes. Il s'agit là d'un très triste phénomène culturel.

Des statistiques d'Eurostat de 2017 montrent également que la Roumanie est le pays d'Europe avec le plus grand nombre de femmes victimes de violence conjugale proportionnellement au nombre d'habitants...

La violence est un comportement qui se transmet de parents à enfants. Les enfants témoins ou victimes d'abus ont tendance à devenir eux-mêmes des victimes ou des bourreaux à l'âge adulte. Il n'est malheureusement pas simple de sortir de ce schéma. D'où ces violences conjugales qui se perpétuent. Il y a aussi la question du consentement : une étude européenne a montré que la Roumanie est le pays avec le plus haut pourcentage de personnes qui pensent que les relations sexuelles sans consentement peuvent être justifiées (55%, ndr). L'attitude misogyne concerne toutes les strates de la société, pas forcément les plus pauvres. Il s'agit d'un véritable problème culturel car tout cela est encore considéré comme normal. La religion orthodoxe, dominée par la masculinité, n'aide pas, sans parler des croyances populaires où la femme n'a pas souvent le beau rôle.

J'ajouterai que notre système d'enseignement manque cruellement d'éducation sexuelle. Cela a évidemment une incidence sur les relations hommes-femmes et sur la vision de la sexualité. Les femmes et les hommes ne connaissent pas assez bien leurs corps et leurs appareils reproductifs. Il n'est alors pas étonnant que nous restions le pays de l'Union européenne avec le plus grand nombre de mères adolescentes.

Autre sujet... Comment les Roumains se comportent-ils au travail ?

En général, nous sommes régis par une hiérarchie dite éloignée, c'est-à-dire que nous ne sommes pas proches de nos patrons. Et nous sommes plus collectifs qu'individualistes ; les Roumains aiment être soutenus par le groupe, ils n'aiment pas prendre leurs responsabilités seuls. Mais il est difficile d'assumer une quelconque responsabilité dans un pays où l'on est davantage punis plutôt qu'acclamés pour avoir agi en fonction de ce que l'on croit juste. Au-delà du contexte professionnel, les Roumains accusent et jugent très facilement. Alors soit on est au-dessus et on ne se retourne pas contre l'autre, ce qui demande beaucoup d'efforts et de ressources ; soit on fait la même chose qu'eux, parce que c'est plus simple et que cela

L'expérience de la religion en Roumanie est surtout celle d'un état de soumission ; celui d'obéir, non de lutter, d'écouter, non de rechercher. C'est une façon de se sentir en sécurité, et pour se sentir en sécurité, il faut en payer le prix, comme oublier de penser librement, par exemple.

demande moins d'efforts. Le comportement destructif demande toujours moins de ressources que le comportement constructif.

Concernant la religion et la spiritualité, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu explique que la nature roumaine est une nature paysanne qui se soumet à « un ordre cosmique originel ». Cela expliquerait-il une forme de soumission et ce manque de prise de responsabilité ?

L'expérience de la religion en Roumanie est surtout celle d'un état de soumission ; celui d'obéir, non de lutter, d'écouter, non de rechercher. C'est une façon de se sentir en sécurité, et pour se sentir en sécurité, il faut en payer le prix, comme oublier de penser librement, par exemple. À côté de la religion, les pratiques ésotériques ou l'astrologie ont aussi beaucoup de succès. Si on cherche les véritables raisons qui expliqueraient notre histoire personnelle ou nos décisions, tout devient complexe. Ces croyances rendent les choses plus simples, plus stables, plus sûres. On peut le comprendre dans une société marquée par la nécessité de survie.



PRÈS DES ROUMAINS, TOUT AU LONG DE LEUR VIE

La santé, tout comme la vie, représente un voyage, avec ses hauts et ses bas, avec ses difficultés, plus ou moins importantes, permanentes ou transitoires. Dans ce voyage, en tant que partenaire pour la santé, Sanofi reste près des Roumains tout au long de leur vie. Notre but est de protéger et de soutenir ceux qui sont confrontés à des problèmes de santé, et de les aider à jouir pleinement de leur vie.

SANOFI  Empowering Life

Regard: Care vă este parcursul profesional?

Zenobia Niculiță: Sunt doctor în sociologie și termin un doctorat în psihologie. Lucrez ca psihoterapeut de cinci ani de zile, interesându-mă în mod deosebit psihologia iertării și procesul de parentalitate.

Cum este văzută psihologia în România?

E un domeniu apărut târziu la noi în țară, pentru că, în anii 1970, regimul comunist a închis facultatea de psihologie de la universitatea din București. În prezent, psihologia continuă să fie văzută într-o lumină tradițională și rămâne puțin acceptată de societate. Consultarea unui terapeut este prost văzută și e imediat legată de o problemă mentală. În plus, există și unele rațiuni economice. Mulți români își asigură cu greu nevoile de bază, și, pentru ei, psihoterapia nici nu intră în discuție.

Mai multe curențe din psihologie afirmă că inconștientul este, în parte, modelat de cultura căreia îi aparținem. Observați așa ceva în cadrul cercetărilor dumneavoastră?

Populația în ansamblul ei seamănă cu o persoană traumatizată, care încearcă să supraviețuiască. Oamenii nu s-au rupt cu totul de acest mod de supraviețuire. Ei continuă să fie în stare de alertă, gata să facă față unui pericol sau unei persoane care îi va răni. Este ceea ce se numește „deviere cognitivă de atribuire ostilă”: asta înseamnă să-i atribui cuiva în permanență o intenție negativă.

Psihiatrul elvețian Carl Gustav Jung a fost primul care a vorbit de existența unui „inconștient colectiv”. Alte școli de gândire din domeniu au adus în discuție ideea conform căreia experiențele și traumatismele sunt transmise din generație în generație. După părerea mea, e clar că personalitatea noastră este modelată de o componentă culturală. Psihologii, mai ales, consideră că nu există o personalitate de bază sau

un „sine” real, noi suntem o sumă de mai multe roluri sociale pe care le dezvoltăm de-a lungul întregii vieți. Eu sunt mereu „eul” autentic, dar sunt diferită, în funcție de rolurile pe care le voi adopta. În momentul ăsta, sunt psiholog, dar când voi ajunge acasă, voi fi și mamă. Unele dintre aceste roluri poartă amprenta culturii unei anumite țări. Am învățat să fiu un cetățean al României, iar acest lucru mi-a modelat negreșit o parte a personalității mele.

Au românii trăsături comune?

Au fost realizate mai multe studii consacrate psihologiei românilor, de exemplu cartea lui Dumitru Drăghicescu, *Din psihologia poporului român*, sau cea apărută mai recent, *Psihologia poporului român*, a lui Daniel David. Toate aceste studii ajung la concluzia că diferențele dintre oameni sunt mai importante decât asemănările dintre ei. Când facem cunoștință cu cineva, ne aflăm față-n față cu ceea ce îl face pe omul respectiv să fie unic, și nu cu faptul că e român. Mai ales că există mentalități diferite în funcție de regiunile geografice. De exemplu, sudul țării este mai apropiat de popoarele din Balcani. Cu toate acestea, generalizarea nu este neapărat rea sau stereotipă, în măsura în care ne permite să înțelegem mai bine de ce se întâmplă anumite lucruri și cine suntem. Există trăsături comune tuturor românilor, precum o capacitate reală de adaptare sau lipsa de încredere. De asemenea, ei tind să fie mai degrabă religioși decât spirituali, și mai degrabă superstițioși decât mistici. Asta-nseamnă că se orientează spre religie ca tradiție, cu ritualuri și datini, și că nu întreprind neapărat o căutare spirituală. Pe de altă parte, populația în ansamblul ei seamănă cu o persoană traumatizată, care încearcă să supraviețuiască. Oamenii nu s-au rupt cu totul de acest mod de supraviețuire. Ei continuă să fie în stare de alertă, gata să facă față unui pericol sau unei persoane care îi va răni. Este ceea ce se numește „deviere cognitivă de atribuire ostilă”: asta înseamnă să-i atribui cuiva în permanență o intenție negativă.

Ați vorbit de experiențe și traumatisme care s-ar transmite de la o generație la alta. În România, ne referim adesea la comunism. Care ar fi efectele acestei perioade asupra personalității românilor?

A fost o epocă a supraviețuirii și a neîncrederii, în care dușmanul putea fi oriunde. Așa ceva vă transformă modul în care percepeți pericolul și siguranța. Vă modifică și felul în care vă construiți relațiile și vă educați copiii. Unii părinți vor avea din nou acea deviere cognitivă de intenție ostilă și le vor spune copiilor că nu trebuie să aibă încredere în ceilalți. Acum, chiar dacă lucrurile sunt pe cale să se schimbe, nu e mai puțin adevărat că părinții de azi sunt copiii de ieri. Chiar dacă această perioadă a istoriei noastre s-a încheiat, asta nu-nseamnă că nu o purtăm în noi. Dincolo de sentimentul de neîncredere, părinții care și-au petrecut copilăria în timpul regimului comunist și care au crescut fiind privați de bunuri și de hrană, vor avea tendința să dea totul și facă totul pentru copilul lor. Pentru a ajunge la un echilibru, va mai fi nevoie de ceva timp.

Pentru Emil Cioran, istoria României este rezultatul psihologiei indivizilor, căci personalitatea popoarelor ar fi creatoarea istoriei și nu invers. Au românii trăsături psihologice care să le explice istoria?

O idee nu o exclude pe alta. Avem de-a face cu o cauzalitate circulară: noi suntem rezultatul istoriei, după cum noi construim istoria. România a fost dintotdeauna un spațiu de confruntare între mari națiuni. Românii au fost nevoiți să se adapteze și să supraviețuiască, și de aici a rezultat marea lor capacitate de adaptare. Milioane de români trăiesc astăzi în afara hotarelor țării, unde mulți dintre ei nu ies în evidență prin nimic. De altfel, nu degeaba au anumite aptitudini pentru învățarea limbilor străine. E o chestiune de supraviețuire, pentru a-și asigura accesul la resurse.

Fenomenul emigrării este pe cale să schimbe fața țării. Care sunt consecințele psihologice pentru copiii cu părinți plecați în străinătate?

În general, ei sunt crescuți de bunici sau de alți membri ai familiei. Unii dintre ei sunt adolescenți și se descurcă singuri. Copiii ăștia au o problemă de atașament; ei trăiesc cu sentimentul că au fost abandonati. Chiar dacă părinții le trimit bani, reușind să le satisfacă nevoile materiale într-o mai mare măsură, ei trăiesc și vor trăi un traumatism emoțional, în special în cazul relațiilor de dragoste. Ei dezvoltă în general ceea ce se numește „stilul de atașament evitant”, adică vor evita orice conexiune cu alți parteneri, deoarece, pentru ei,

a intra într-o relație cu cineva înseamnă a-și asuma riscul de a fi rănit sau abandonat.

Ce alte tipuri de modele mai pot apărea în relația dintre părinți și copii?

Chiar dacă lucrurile se schimbă, România continuă să fie o societate tradițională, cu o structură patriarhală, în care tatăl este figura dominantă. Unele familii din zonele rurale sunt pătrunse de idei arhaice, de tipul „școala nu e obligatorie” sau „copiii trebuie să-și ajute părinții”. La oraș, se observă că numeroși părinți sunt interesați mai ales de performanțele școlare, ca și cum ar educa niște elevi, și nu proprii copii. În paralel, violența în familie este omniprezentă și s-a demonstrat că se transmite din generație în generație. Conform unui studiu recent, realizat de organizația neguvernamentală Save the Children/Salvați copiii, peste 63 % din familiile din România își bat copiii, cu consecințe dezastruoase, cei mici devenind la rândul lor violenți sau victime. Este vorba de un fenomen cultural foarte trist.

Date statistice din 2017 ale Eurostat arată și că România este țara europeană cu cel mai mare număr de femei victime ale violenței conjugale, raportat la numărul de locuitori...

Violența este un tip de comportament care se transmite de la părinți la copii. Odată ajunși la vârsta adultă, copiii martori sau victime ale abuzurilor au tendința de a deveni ei înșiși victime sau călăi. Din păcate, e un model greu de schimbat. De aici și perpetuarea violențelor



«
Experiența religiei în România este în special aceea a unei

stări de supunere; starea de a te supune, și nu de a lupta,

de a asculta și nu de a cerceta. Este un mod de a te simți în

siguranță, dar asta are un preț, de exemplu acela de a uita

să gândești liber.

conjugale. Intervine apoi și chestiunea consimțământului: un studiu european a arătat că România este țara cu cel mai mare procent de persoane care consideră că relațiile sexuale fără consimțământ pot fi justificate (55%, n.red.). Atitudinea misogină este vizibilă la toate nivelurile societății, nu doar la cele mai sărace. Este o adevărată problemă culturală, pentru că e vorba de un lucru considerat normal. Religia ortodoxă, dominată de elementul masculin, nu e de niciun ajutor, ca să nu mai vorbim de credințele populare.

Aș mai adăuga și faptul că, în sistemul nostru de învățământ, este o lipsă cruntă de educație sexuală. Ceea ce are, categoric, consecințe asupra relațiilor dintre bărbați și femei, precum și asupra felului în care e privită sexualitatea. Femeile și bărbații nu-și cunosc bine nici propriul corp și nici propriul aparat reproducător. Nu e, deci, de mirare că suntem țara din Uniunea Europeană cu cel mai mare număr de mame adolescente.

Să abordăm și un alt subiect... Cum se comportă românii la locul de muncă?

În general, noi suntem conduși de o ierarhie așa-zis îndepărtată, adică nu suntem apropiați de patronii noștri. Iar cultura noastră este una de tip colectivist mai degrabă decât individualist; românilor le place să fie susținuți de grup, nu le place să-și asume singuri o responsabilitate sau alta. Atâta doar că e greu să-ți asumi orice fel de responsabilitate într-o țară în care o persoană, ce acționează după cum crede că e corect, trebuie să se aștepte să fie mai degrabă pedepsită decât aplaudată. Dincolo de contextul profesional, românii îi acuză și îi judecă foarte ușor pe ceilalți. Și-atunci, ori rămâi undeva, deasupra acestor lucruri, fără să te întorci împotriva celui alt, iar asta cere mult efort și multe resurse; ori, faci la fel ca ceilalți, pentru că e mai simplu și pentru că implică mai puțin efort. Comportamentul distructiv are întotdeauna nevoie de resurse mai puține decât comportamentul constructiv.

Vorbind despre religie și spiritualitate, antropologul Vintilă Mihăilescu afirmă că natura românească este o natură țărănească, ce se supune unei „ordini cosmice primordiale”.

Așa s-ar putea explica forma asta de supunere și neasumarea responsabilității?

Experiența religiei în România este în special aceea a unei stări de supunere; starea de a te supune, și nu de a lupta, de a asculta și nu de a cerceta. Este un mod de a te simți în siguranță, dar asta are un preț, de exemplu acela de a uita să gândești liber. Pe lângă religie, practicile ezoterice sau astrologia au și ele mult succes. Dacă stăm să căutăm motivele reale ale istoriei personale sau ale deciziilor noastre, totul devine complex. Toate aceste credințe fac ca lucrurile să fie mai simple, mai stabile, mai sigure. Ceea ce e de-nțeleș, într-o societate marcată de nevoia de a supraviețui.

LA CHRONIQUE
de **Matei Martin**

Journaliste à Radio România Cultural
et *Dilema veche*

LCK

Une fois prononcées, ces initiales suscitent de vives réactions : Laura Codruța Kövesi, l'ancienne patronne de la Direction nationale anticorruption de Roumanie (DNA) prendra les rênes du Parquet européen chargé de la lutte contre la fraude. Hautement considérée par la majeure partie de la société civile et de l'opposition dans son pays, méprisée et redoutée par ceux qui ont été poursuivis par la DNA, LCK est l'une des personnalités les plus visibles en Roumanie comme en Europe.

Son parcours ne fut pas simple. Renvoyée de sa fonction en juillet 2018 après une évaluation négative de l'ancien ministre de la Justice Tudorel Toader dans le cadre d'une enquête politisée, accusée d'abus de fonction, Laura Codruța Kövesi a malgré tout réussi à obtenir le soutien du Parlement européen, puis du Conseil. Elle s'est s'imposée devant deux autres candidats, et ce sans le soutien du gouvernement roumain en place.

Au-delà de ces péripéties, sa nomination à la tête du nouveau Parquet européen est une bonne nouvelle pour la Roumanie. D'abord parce que jamais un/e Roumain/e n'a obtenu une aussi haute fonction au sein de la hiérarchie bruxelloise, mis à part les postes de commissaire qui s'inscrivent dans la logique des traités. D'un autre côté, en la désignant, le Conseil et le

Parlement européen reconnaissent implicitement l'efficacité, le courage et les bonnes pratiques de nombreux procureurs roumains en matière de lutte contre une corruption impliquant ministres, membres du parlement et hauts fonctionnaires.

En mode crescendo, tout au long de ces deux dernières décennies, la DNA a prouvé son utilité. Sous Kövesi, la Direction est devenue un modèle. Dans ses rapports périodiques sur la situation de la justice en Roumanie, la Commission européenne a toujours loué les efforts menés par la DNA. Aujourd'hui, des spécialistes roumains se rendent au Kosovo ou en République de Moldavie afin de créer là-bas des institutions similaires.

À la tête du Parquet européen, Laura Codruța Kövesi pourra enfin démontrer sa capacité à appliquer la loi à un très haut niveau. Pourvu que cette nouvelle institution, dont les procédures ne sont pas encore définies, lui offrira les moyens d'agir. La mission s'avère compliquée, deux leaders européens sont actuellement impliqués dans des dossiers de fraude aux fonds européens : le Premier ministre de Hongrie Viktor Orbán, et celui de la République tchèque, Andrej Babiš. Sans oublier une vieille connaissance qui n'en a pas fini avec les procès, le Roumain Liviu Dragnea.

Cronica lui Matei Martin

Journalist la Radio România Cultural și *Dilema Veche*

LCK

Odată pronunțate, aceste inițiale stârnesc reacții puternice: Laura Codruța Kövesi, fosta șefă a Direcției Naționale Anticorupție (DNA) va prelua frăiele nou înființatului Parchet European însărcinat cu lupta împotriva fraudei. Foarte apreciată de mare parte a societății civile și de opoziția din țară, disprețuită și uneori temută de cei care s-au aflat în vizorul DNA, LCK este una dintre cele mai vizibile personalități din România și din Europa.

Parcursul nu a fost ușor. Revocată din funcție în iulie 2018, după o evaluare negativă a fostului ministru al Justiției, Tudorel Toader, în cadrul unei anchete politizate, acuzată de abuz în serviciu, Laura Codruța Kövesi a reușit totuși să câștige sprijinul Parlamentului European și apoi pe cel al Consiliului. A câștigat în fața altor doi candidați, fără sprijinul guvernului român.

Dincolo de aceste peripeții, numirea ei în fruntea noului Parchet European este o veste bună pentru România. În primul rând, pentru că niciodată un român nu a obținut o poziție atât de înaltă în ierarhia de la Bruxelles, în afară de funcțiile de comisar, care se încadrează în logica tratatelor. Pe de altă parte, prin desemnarea ei, Consiliul și Parlamentul European recunosc implicit eficiența, curajul și bunele practici ale multor procurori români angajați în lupta împotriva corupției: demersuri riscante, căci implică miniștri, membri ai parlamentului și înalți funcționari.

În ultimele două decenii, DNA a reușit să-și dovedească din plin utilitatea. Sub Kövesi, Direcția a devenit aproape un model de urmat. În rapoartele sale periodice privind starea justiției din România, Comisia Europeană a evocat mereu

în termeni pozitivi eforturile întreprinse de DNA. Astăzi, specialiștii români furnizează expertiză pentru a crea instituții similare în Kosovo sau în Republica Moldova.

În fruntea Parchetului European, Laura Codruța Kövesi va putea în sfârșit să-și demonstreze capacitatea de a aplica legea la un nivel foarte înalt. Asta, cu condiția ca această nouă instituție, ale cărei proceduri nu sunt încă definite, să îi ofere și mijloacele de acțiune. Misiunea este complicată. Căci în prezent, doi lideri europeni sunt implicați în cazuri de fraudă cu fonduri europene: prim-ministrul Ungariei Viktor Orbán și cel al Republicii Cehe, Andrej Babiš. Ca să nu mai vorbim de o cunoștință mai veche care pare că nu mai termină cu procesele: Liviu Dragnea.

Zebra

Amicalment
vătore,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lund i au
vendredi,
de 10h à 13h.





Le Szipmpla Kert, situé
au numéro 14 de la
rue Kazinczy, dans le
septième arrondissement
de Budapest, au cœur du
quartier juif, a fêté son
quinzième anniversaire
le 21 septembre dernier.

Aflat în inima cartierului
evreiesc, în sectorul șapte
din Budapesta, pe strada
Kazinczy numărul 14,
Szipmpla Kert tocmai
și-a sărbătorit cea de-a
cinsprezecea aniversare,
pe 21 septembrie.

Arrivés au début des années 2000 à Budapest, les « ruin bars » ou « ruin pubs » – *romkocsmák* en hongrois – ont transformé le centre de la capitale hongroise. Ces établissements à l'esthétique « récup' » ont pris leurs quartiers dans des cours d'immeubles ou des squats abandonnés et sont devenus des lieux incontournables pour tout un pan de la jeunesse européenne. De nombreux groupes d'enterrement de vie de garçon ou de jeune fille y découvrent l'amertume de l'Unicum – variante magyare du Fernet-Branca – ou la robustesse de la pálinka – l'eau de vie nationale – dans une ambiance très « vintage ».

Plusieurs dizaines de lieux tendance recommandés par les guides comme le Szimpla Kert – où les deux photos ont été prises –, le Füge Udvar, l'Ellátó Kert, l'Instant/Fogás Ház ou le Doboz se disputent le gosier des fêtards rien que dans l'ancien quartier juif, portion du septième arrondissement aussi visitée et photographiée le week-end venu que les bains thermaux ou le Parlement. Mais pour répondre au mécontentement grandissant des riverains, las du défilé de jeunes éméchés et bruyants sous leurs fenêtres, une association réunissant des vaisseaux-amiraux de la vie nocturne budapestoise a décidé de mettre en place, l'année dernière, un « maire de nuit » sur le modèle d'Amsterdam. Objectif : maintenir le dialogue entre bars et habitants.

Ouverts jusqu'aux premières lueurs de l'aube, les ruin bars, qui brassent une quantité importante d'argent et de touristes, hérissent aussi certains conservateurs fidèles au Premier ministre Viktor Orbán, partisans d'un couvre-feu aux alentours de minuit. Un référendum avait même été organisé par la municipalité du septième arrondissement en février 2018 afin de transformer ce souhait en réalité, mais le vote fut invalidé faute de participation suffisante. Les *romkocsmák* seraient également menacés par la spéculation immobilière galopante avantageant plusieurs proches de l'exécutif.

Au final, leur destin et celui des centaines de petites mains de l'industrie locale de la fête dépendront surtout du bon vouloir de la mairie centrale, consciente du poids du business de la soif. Malgré la controverse, on imagine mal comment la ville pourrait se passer d'une manne aussi lucrative.

Texte et photos : Joël Le Pavous, correspondant à Budapest

Apparues, la Budapest, la fin des années 2000, les dites « ruin bars » ou « ruin pubs » – *romkocsmák* en hongrois – ont transformé le centre de la capitale hongroise. Ces établissements à l'esthétique « récup' » ont pris leurs quartiers dans des cours d'immeubles ou des squats abandonnés et sont devenus des lieux incontournables pour tout un pan de la jeunesse européenne. De nombreux groupes d'enterrement de vie de garçon ou de jeune fille y découvrent l'amertume de l'Unicum – variante magyare du Fernet-Branca – ou la robustesse de la pálinka – l'eau de vie nationale – dans une ambiance très « vintage ».

Certaines dizaines de lieux tendance recommandés par les guides comme le Szimpla Kert – où les deux photos ont été prises –, le Füge Udvar, l'Ellátó Kert, l'Instant/Fogás Ház ou le Doboz se disputent le gosier des fêtards rien que dans l'ancien quartier juif, portion du septième arrondissement aussi visitée et photographiée le week-end venu que les bains thermaux ou le Parlement. Mais pour répondre au mécontentement grandissant des riverains, las du défilé de jeunes éméchés et bruyants sous leurs fenêtres, une association réunissant des vaisseaux-amiraux de la vie nocturne budapestoise a décidé de mettre en place, l'année dernière, un « maire de nuit » sur le modèle d'Amsterdam. Objectif : maintenir le dialogue entre bars et habitants.

Deschise până la primele lucruri ale zorilor, ruin barurile, prin care se vântură o cantitate mare de bani și de turiști, îi irită, pe de altă parte, pe unii demnitari conservatori, din cercul prim-ministrului Viktor Orbán; ei ar dori ca stingerea să fie dată în jurul miezului nopții. În februarie 2018, primăria sectorului șapte a organizat chiar și un referendum pentru a face din această intenție o realitate, dar consultarea a fost invalidată din cauza prezenței insuficiente la vot. În același timp, *romkocsmák*-urile sunt amenințate și de specula imobiliară aflată în creștere galopantă, care îi avantajează pe apropiații guvernului.

În concluzie, soarta acestor baruri și a sute de lucrători din industria locală a petrecerilor stă la mila primăriei generale, conștientă de valoarea afacerii cu setea oamenilor. În ciuda controverselor, e greu de imaginat că orașul se poate lipsi de o asemenea sursă lucrativă de venituri.

Text și foto: Joël Le Pavous, corespondent la Budapesta

CLAR
EXPERT
accounting & reporting

CL Accounting Reporting
J23/763/2016
RO 35695768
CECCAR 11817



+40756093660
+40728008141

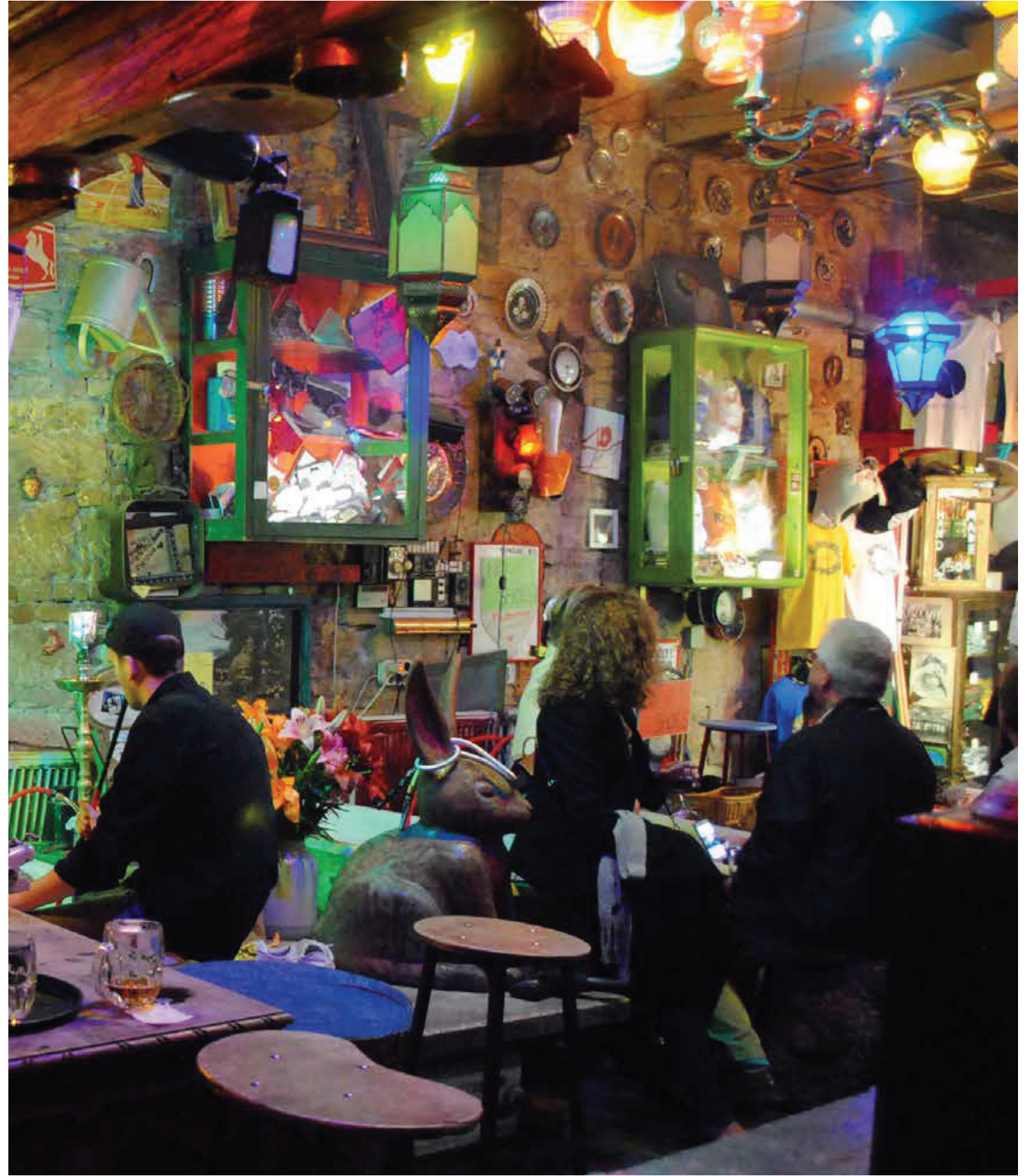
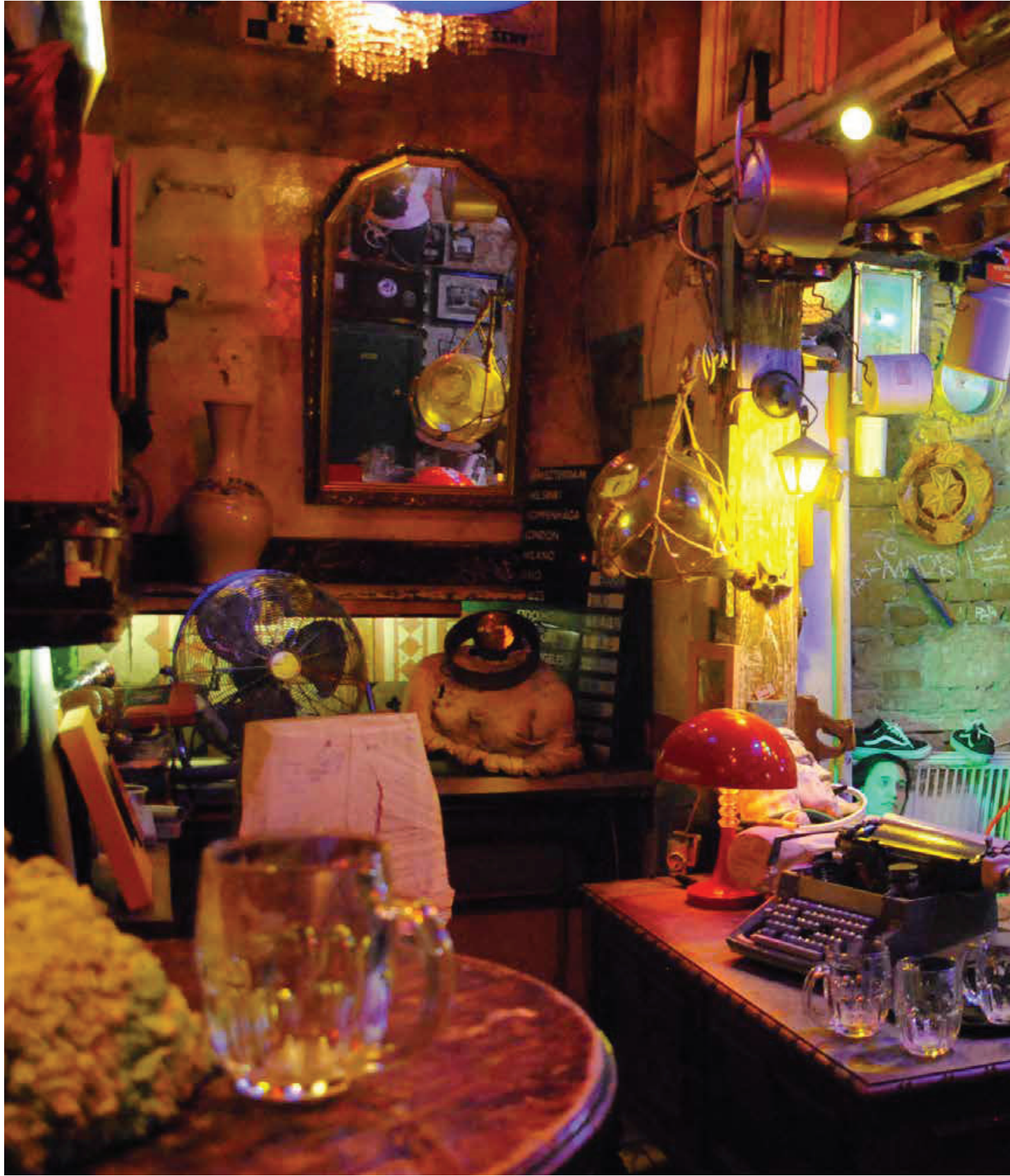


gcstorel@clar-expert.com



Str. Alexandru Constantinescu
nr. 47, Sector 1, Bucuresti





Achetez une photo
de notre revue...

- Tirage exclusif.

- Format standard (50 cm / 60 cm) ou plus grand suivant les caractéristiques de l'image (portrait, panoramique).

- Avec support. *

- Tarif : 300 ron.

Acheter une photo est aussi une action en faveur de notre média. Vous participez à l'objectif principal des journalistes et photographes de *Regard* : faire un travail d'information rigoureux et éclairant, ouvert à toutes les réalités. Contactez-nous (laurent@regard.ro), nous vous informerons des détails de l'achat et vous enverrons la photo où vous le souhaitez.

Cumpărarea unei fotografii publicate constituie și o acțiune de susținere a revistei noastre. În felul acesta, veți participa la atingerea principalului obiectiv al jurnaliștilor și fotografilor din redacția *Regard*: realizarea unei informări riguroase și clarificatoare, deschisă tuturor aspectelor realității. Este de-ajuns să ne contactați pe e-mail (laurent@regard.ro), și vă vom furniza toate amănuntele necesare pentru a cumpăra fotografia respectivă, pe care vă vom trimite-o la adresa indicată.

Laurent Couderc, Rédacteur en chef / Redactor șef



* Quelques informations sur le support :

- Mousse synthétique blanche, légère et solide, de 3 mm de largeur.
- La photo est éditée sur un papier photographique de haute qualité.
- Des adhésifs intégrés à l'arrière du support permettent de coller directement la photo au mur.
- L'image et son support sont élégamment emballés et protégés dans une grande serviette couleur crème avec une attache en ruban noir.

* Informații referitoare la suport:

- Spumă sintetică de culoare albă, ușoară și solidă, de 3 mm lățime.
- Fotografia este editată pe hârtie fotografică de înaltă calitate.
- Adezivi integrați pe spatele suportului permit lipirea fotografiei direct pe perete.
- Imaginea și suportul acesteia sunt ambalate și protejate într-o mapă mare, de culoare crem, și cu un mâner din panglică neagră.

Cumpărați o poza
din revista noastră...

- Tiraj exclusiv.

- Format standard (50 cm pe 60 cm) sau mai mare în funcție de caracteristicile imaginii (portret, panoramică).

- Cu suport. *

- Tarif : 300 ron.

Rédacteur en chef

Redactor șef

Laurent Couderc

Secrétaire générale

Secretar general

Jacqueline Laye

Ont participé à la rédaction
de ce numéro

Au participat la redactarea

acestui număr

Mihai Barbu
Carmen Constantin
Marine Leduc
Joël Le Pavous
Matei Martin
Sylvain Moreau
Dan Popa
Benjamin Ribout
Mihaela Rodina

Maquette

Machetare

Q-T-RAZ

Photos et illustrations

Poze și ilustrații

Mihai Barbu
Georgian Constantin
Joël Le Pavous
Sylvain Moreau

Imprimerie

Tipografia

Imprimeria Arta Grafică

Web Master

Krali Media Interactive

ABONNEMENT / ABONAMENT

Envoi en recommandé

Trimitere recomandată

Abonnement pour 12 mois (4 numéros) :

Abonament pentru 12 luni (4 numere) :

150 Ron en Roumanie

150 Ron în România

50 Euros à l'étranger

50 Euro în strainatate

Abonnement pour 24 mois (8 numéros) :

Abonament pentru 24 luni (8 numere) :

300 Ron en Roumanie

300 Ron în România

100 Euros à l'étranger

100 Euro în străinătate

Pour l'abonnement numérique :

www.regard.ro, rubrique Abonnement

Pentru abonamentul digital:

www.regard.ro, rubrica Abonnement

Contact : laurent@regard.ro

REGARD remercie ses partenaires

REGARD mulțumește partenerilor săi



regard.ro/son-image/